

INDUSTRIE

Vers une contribution au PIB de 10% en 2027

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a mis en avant les avancées réalisées dans les différentes filières industrielles à la faveur de la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route visant à développer les filières industrielles à fort potentiel et le renforcement de la chaîne de valeur dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la sidérurgie, la chimie, la mécanique, le textile, les matériaux de construction et l'industrie pharmaceutique. P 3



CAGEX-GROUPE DIVINDUS

Signature d'une convention-cadre



La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) accompagnera le groupe Industries Locales "DIVINDUS" dans sa stratégie d'évolution et de positionnement sur les marchés internationaux. Une convention-cadre a été signée, hier à Alger, entre les deux parties.

P 2

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ARABE

Zitouni appelle à l'intensification des efforts

L'intensification des efforts pour concrétiser l'intégration économique arabe et élargir la coopération commerciale, a été l'appel du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, lors de son discours de la session du CAES (Conseil arabe économique et social) à Manama (Bahreïn).

P 5

INDUSTRIE AUTOMOBILE

159 000 véhicules importés en 2023



Près de 159.000 véhicules ont été importés au titre des quotas accordés aux concessionnaires au titre de l'année 2023 sur un quota total de 180.000 véhicules, a annoncé, hier dimanche à Alger, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

P 3

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Anabib livre à Djezzy un premier pylône fabriqué localement P 2

INDUSTRIE MÉCANIQUE

Production du premier pivot d'irrigation développé en Algérie P 3

SOMMET AFRICAIN SUR LES ENGRAIS ET LA SANTÉ DES SOLS

Adoption de la proposition de l'Algérie pour soutenir les producteurs de gaz P 5

BNA

Ouverture d’une nouvelle agence bancaire à Sétif

La Banque nationale d’Algérie (BNA) a annoncé, dimanche, dans un communiqué l’inauguration d’une nouvelle agence bancaire à Ain Oulmène, dans la wilaya de Sétif, dans le cadre de sa stratégie visant l’extension de son réseau à travers le territoire national. Cette nouvelle agence, inaugurée jeudi dernier, est sise au département 63, Groupe 173, commune d’Ain Oulmène, dans la wilaya de Sétif, a indiqué la même source. Rattaché à la direction du réseau d’exploitation (DRE) Sétif "197", le siège de cette agence est "équipé de toutes les commodités, ainsi que de tous les moyens humains et matériels nécessaires à son fonctionnement", a précisé le communiqué. L’ouverture de cette nouvelle agence s’inscrit dans "le cadre de la stratégie et des efforts de la Banque visant le renforcement de son réseau, qui compte désormais 238 agences réparties sur l’ensemble du territoire national", a souligné également la banque. Elle a ajouté que l’inauguration de cette agence confirme "la volonté de la BNA d’être au plus près du citoyen, de couvrir l’ensemble des régions du pays et de fournir les meilleures prestations à ses clients parmi les opérateurs économiques". Cette action revêt aussi "une importance stratégique, car elle contribue avant tout à promouvoir la bancarisation et l’inclusion financière et ce, conformément aux orientations des plus hautes autorités du pays", a-t-on encore mentionné dans le communiqué.

CAGEX-GROUPE DIVINDUS

Signature d’une convention-cadre

La Compagnie algérienne d’assurance et de garantie des exportations (CAGEX) accompagnera le groupe Industries Locales "DIVINDUS" dans sa stratégie d’évolution et de positionnement sur les marchés internationaux. Une convention-cadre a été signée, hier à Alger, entre les deux parties.

Par Slimane T.

Paraphée par le Pdg de la CAGEX, Zouhir Laiche et le Pdg du groupe DIVINDUS, Mohamed Messeguem, en présence du représentant du ministère de l’industrie et de la Production pharmaceutique, la convention, d’une durée d’une année renouvelable, axe sur «l’accompagnement du groupe industriel dans ses plans de développement aussi bien au niveau local qu’international». Lors d’un point de presse animé à l’issue de la signature, le directeur général au ministère de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Bachir Kechroud, a estimé que ce partenariat «contribue à renforcer la compétitivité de l’industrie et à la promotion de nos exportations hors hydrocarbures», affirmant que le ministère était «résolu à accompagner activement de telles initiatives et de créer un environnement propice à la croissance et à l’innovation dans l’entreprise».

Il a estimé que la Cagex jouait «un rôle crucial dans le soutien des entreprises désireuses de s’aventurer sur les marchés internationaux en offrant un accompagnement détaillé, avec le partage des risques avec les entreprises». Le Pdg du groupe Divindus, Messeguem a indiqué, pour sa part, qu’à travers cette convention, le groupe des industries locales ambitionnait d’avoir «une meilleure visibilité de ses actions notamment dans les marchés de l’Afrique de l’ouest». Il a, par ailleurs, fait état de la signature de deux partenariats avec des opérateurs mauritaniens la semaine dernière lors de l’exposition des produits algériens à Nouakchott, affichant les ambitions de DIVINDUS de faire connaître son savoir-faire et ses produits dans le marché africain. Le responsable a évoqué certaines filières des matériaux de construction, la métallurgie et le lin notamment, comme étant des créneaux en mesure de trouver des marchés à l’Afrique de l’ouest.

Il a également assuré que DIVINDUS progressait d’une année à l’autre, soulignant que son chiffre d’affaires a atteint 39 milliards de DA en 2023, avec l’objectif d’atteindre entre 43 et 48 milliards de DA l’année en cours. De son côté, M. Laiche a indiqué que la Cagex «mettra ses compétences et son savoir-faire au service du groupe des industries locales et l’accompagnera dans sa stratégie d’évolution et de positionnement sur les marchés internationaux». Evoquant les activités de la Cagex, il a indiqué que l’entreprise a livré aux opérateurs nationaux et internationaux, l’année dernière, 3500 analyses et appréciations sur des entreprises et marchés dans le cadre de ses services de vente d’informations financières, économiques et commerciales. Il a ajouté que la Cagex a accordé, durant la même année, 130 millions de DA pour le découvert des entreprises et déboursé 1 milliard de DA d’indemnisations aux entreprises.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Anabib livre à Djezzy un premier pylône fabriqué localement

L’entreprise nationale de tubes et transformation de produits plats (Anabib) a livré à Optimum Telecom Algérie "Djezzy" un premier pylône avec un taux d’intégration locale de 90%, a indiqué dimanche dans un communiqué l’opérateur public de télé-

léphonie mobile. "Cette réalisation témoigne de l’expertise et de l’engagement des deux sociétés envers le savoir-faire national algérien", est-il indiqué dans le communiqué soulignant que Djezzy et Anabib ont franchi grâce à cette démarche "une

étape importante dans le cadre de la mise en œuvre de leur partenariat". Cette étape a démontré également "la détermination des deux sociétés à favoriser le développement économique durable, tout en démontrant la capacité de l’industrie nationale à ré-

pondre aux besoins du marché et de l’écosystème", selon la même source. Les deux entreprises "ont élaboré une stratégie de collaboration ambitieuse visant à soutenir l’innovation dans l’industrie des télécommunications", ajoute-t-on.

ORGANISÉ PAR LE WORLD TRADE CENTER ALGERIA

Le premier salon des professionnels de la qualité du 2 au 5 juin prochain à la Safex

La première édition du salon dédié aux professionnels de la qualité se tiendra du 2 au 5 juin prochain au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec la participation des acteurs de la qualité, notamment les laboratoires d’essais et d’analyses et les organismes de certification des systèmes de management, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Placé sous le patronage des ministres de l’Industrie et de la Production pharmaceutique et du Commerce et de la Promotion des exportations, ce salon, baptisé "Qualidays", est organisé par le World Trade Center Algeria, la société Advanced Greenbat Technology

et le bureau d’études ALCONSI. La première édition du salon Qualidays va rassembler, durant ces quatre jours, des acteurs de la qualité, notamment des laboratoires d’essais, d’analyses et de métrologie, des organismes de certification des systèmes de management, d’accréditation, d’inspection et de contrôle, des centres techniques industriels, d’entreprises et des équipementiers, ainsi que des bureaux d’études et des écoles et instituts de formation dans le domaine de la qualité. Selon les organisateurs, ce salon se veut être "un carrefour d’échanges d’expertises et d’expériences entre les professionnelles de la qualité et les opérateurs écono-

miques en ligne avec la politique du pays en matière de diversification de l’économie nationale et de la promotion des exportations". Le programme de ce salon comprend, en plus des espaces d’exposition, la tenue de conférences et des panels avec des experts qui animeront des communications portant sur l’infrastructure nationale de la qualité, les normes et l’évaluation de la conformité dans divers secteurs (mécanique, matériaux de constructions, électriques et électroménagers, pharmacie, dispositifs médicaux, agro-alimentaire, textile et cuir), ainsi que de la labélisation, de la propriété intellectuelle et industrielle ou encore de la lutte

contre la contrefaçon. Cette première édition sera aussi l’occasion, selon le communiqué, d’aborder les enjeux et les opportunités du développement durable et de l’économie circulaire, avec la tenue d’ateliers spécifiques dédiés aux questions de l’environnement et la qualité dans l’entreprise (normes, démarche, organisation, hygiène, sécurité, etc). Des rencontres d’affaires B to B sont également au menu avec les institutions en charge des problématiques liées à la qualité, a-t-on encore souligné de même source tout en précisant que le salon sera clôturé le 5 juin, à l’occasion de la Journée internationale de l’environnement.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE

Vers une contribution au PIB de 10% en 2027

Le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a mis en avant les avancées réalisées dans les différentes filières industrielles à la faveur de la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route visant à développer les filières industrielles à fort potentiel et le renforcement de la chaîne de valeur dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la sidérurgie, la chimie, la mécanique, le textile, les matériaux de construction et l'industrie pharmaceutique. Intervenant au Forum d'El Moudjahid, le ministre a passé en revue les principaux indicateurs du secteur industriel, en affichant ses ambitions pour les années à venir.

Par Sirine R

En effet, l'objectif de la tutelle est d'hisser la contribution du secteur industriel à 10% au PIB de l'Algérie à l'horizon 2027. Un objectif réalisable, dira le ministre, soulignant que le potentiel existe. Actuellement, la contribution du secteur industriel au PIB national est estimée à 4,1% en forte croissance par rapport à 2023 ou il était de 3,1%. Cette amélioration de croissance devrait se poursuivre au courant de 2024 pour atteindre entre 6 et 7% en 2025, détaille-t-il.

L'industrie locale a «pour ambition de contribuer de manière plus importante au PIB du pays à travers l'ensemble des secteurs, dont ceux de l'automobile, du ciment, du pharmaceutique et de la transformation, notamment agroalimentaire». Dans ce cadre, il a notamment évoqué les secteurs automobile et pharmaceutique, constituant « des marchés demandeurs » pouvant intéresser l'investissement local mais aussi étranger. Autre objectif de cette feuille de route, selon le ministre, la levée des obstacles et les contraintes sur les projets existants, le renforcement des mécanismes d'accompagnement des entreprises industrielles publiques et privées pour améliorer leur compétitivité et la contribution aux réformes visant à relancer l'actif économique non exploité. Le ministre a fait savoir qu'une partie de ces réformes vise à améliorer la gouvernance des entreprises publiques, rappelant, à juste titre, la stratégie de son département ministériel visant à mettre en place un dispositif pour améliorer la gouvernance des groupes

publics, notamment avec les contrats de performance.

4 projets pour la production de la levure boulangère

Par ailleurs, le ministre a évoqué les avancées notées au niveau des projets de production d'huile végétale, notamment avec l'usine "El Mahroussa" située à Alger, «qui va bénéficier d'une extension prochainement pour répondre aux besoins d'huile de table». Il a également évoqué le projet de transformation de sucre à Larbatache (Boumerdès) et quatre projets de production de levure boulangère (Tipaza, Djelfa, Chlef, Oran). « Nous espérons l'entrée en service au moins deux unités de production d'ici fin d'année pour la réduire la facture d'importation qui avoisine les 89 millions de dollars/annuellement», annonce-t-il.

Le ministre a également mis en avant le niveau de production nationale de ciment ayant permis d'exporter pour un montant de 747 millions dollars en 2023. La production de fer et d'acier a également permis à l'Algérie de se classer troisième au niveau arabe dans le secteur, dont la production atteindrait 4,2 millions de tonnes en 2024. En outre, M. Aoun a évoqué l'échéance prévue lors de l'Aid El Kebir permettant le ramassage des peaux de moutons issues du sacrifice. Il a fait savoir que l'an dernier, sur 4 millions têtes sacrifiées 1,2 millions de peaux ont été récupérées. «Cette année, les préparatifs ont débuté depuis un mois pour récupérer plus de peaux que l'année passée afin de fourniture de la matière première au secteur des cuirs», a-t-il indi-

qué. Concernant à filière de l'électroménager, le ministre a indiqué qu'après le blocage des importations, cette filière a enregistré un boom et une croissance entre 120 à 140% couvrant largement le marché local et l'exportation vers au moins 36 pays pour une valeur de 45 millions de dollars en 2023 et devrait augmenter à 50 millions cette année.

La production pharmaceutique en pleine expansion

Evoquant le secteur de la production pharmaceutique, le ministre a indiqué que ce dernier est en pleine expansion et devrait atteindre plus de 4 milliards de dollars durant l'année 2024 selon les prévisions du secteur.

Ali Aoun a fait savoir que la production locale du secteur pharmaceutique, pourvue de près de 300 unités publiques et privées, avait atteint 3,56 milliards de dollars en 2023 et 3,14 milliards de dollars en 2022, notant la progression réalisée sur les dernières années.

Par ailleurs, le ministre a souligné la progression des chiffres de l'importation dans le secteur, indiquant qu'en 2022 ce chiffre était de 1,422 milliard de dollars, en 2023 il a été de 1,293 milliard dollars et en 2024 il sera réduit à 1 milliard dollars, a-t-il estimé.

De plus, M. Aoun a affirmé qu'il est prévu que l'industrie locale permette d'atteindre 80,48% de taux de couverture du marché pharmaceutique local d'ici la fin de l'année en cours, ajoutant qu'actuellement, le pays produit plus de 3400 molécules de médicaments sur 4500 molécules présentes sur marché national.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

159 000 véhicules importés en 2023

Près de 159.000 véhicules ont été importés au titre des quotas accordés aux concessionnaires au titre de l'année 2023 sur un quota total de 180.000 véhicules, a annoncé, hier dimanche à Alger, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.

Intervenant au Forum d'El Moudjahid pour passer en revue les principaux indicateurs du secteur industriel du pays, M. Aoun a fait savoir qu'au 18 avril dernier, 159.037 véhicules ont été importés au titre des quotas accordés pour 2023 à 24 concessionnaires, dont 137.982 véhicules de tourisme, utilitaires et légers. Le ministre a cependant regretté « certaines pratiques de concessionnaires contraires au cahier des charges, ayant lésé certains clients, notamment à travers le non respect des délais de livraison ».

« Certains concessionnaires se sont permis certaines pratiques illégales nous poussant à créer une plateforme pour le traitement des réclamations des clients depuis près de deux mois », a indiqué M. Aoun, précisant que cette plateforme a reçu jusqu'à hier près de 20.000 réclamations. Selon le ministre, certains concessionnaires ont été rappelés à l'ordre à travers des mises en demeure, affirmant que des retraits d'agrément « seront notifiés en cas de récidive ».

Interrogé sur l'intérêt de hisser les taux d'intégration des véhicules, M. Aoun a expliqué que l'objectif est de créer un tissu de sous-traitance permettant un taux acceptable d'intégration. En revanche, a-t-il affirmé, « l'important est la fabrication quelle que soit l'origine de la pièce », citant des grandes marques européennes fabricant la majorité de leurs pièces en dehors de leurs pays.

S R.

INDUSTRIE MÉCANIQUE

Production du premier pivot d'irrigation développé en Algérie

Le groupe public de l'industrie mécanique (AGM) entamera en ce mois de mai la production du premier pivot d'irrigation développé en Algérie, et ce en vue de contribuer au développement des cultures stratégiques, notamment dans les wilayas du sud, indique un responsable du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Dans un entretien à la chaîne I de la Radio Algérienne, le Directeur général de l'industrie mécanique au ministère, Fawzi Kabir, a souligné que « le groupe a développé un pivot d'irrigation avec une main d'œuvre algérienne », ajoutant que le mo-

dèle a été adopté par l'Institut national des sols, de l'irrigation et drainage (IN-SID). « Nous œuvrons à réceptionner les premiers lots à partir de ce mois de mai », a-t-il précisé. Il a tenu à souligner, en outre, que le pivot d'irrigation développé « est à 100% algérien », précisant que les capacités de production du groupe permettront de couvrir la demande nationale sur ce type de machines. La production de cette machine importée par le passé, s'inscrit dans le cadre de la contribution du groupe à l'accompagnement des efforts de l'Etat pour développer les cultures stratégiques, notamment dans les wilayas du

sud. Le Directeur général a indiqué que le ministère de l'Industrie œuvrait à accroître la contribution des industries mécaniques à l'économie nationale soulignant qu'il y a « plusieurs investissements » visant à répondre aux besoins nationaux. Le groupe des industries mécaniques regroupe 26 filiales, dont certaines ont établi des partenariats avec des acteurs étrangers. Ce groupe opère principalement dans la production et la fabrication d'équipements et de machines destinés à l'agriculture, aux équipements de pêche maritime et portuaire, aux équipements de travaux publics ainsi qu'aux installations indus-

trielles. Parmi les filiales du groupe, M. Kabir a mis en avant la Société « Cirta » qui œuvre actuellement au développement de tracteurs de plus grande puissance en collaboration avec une entreprise américaine leader dans ce domaine, précisant que le taux d'intégration a dépassé 60%. S'agissant de la construction navale, le Directeur Général a précisé que la Société de construction et de réparation de navires du groupe vise, pour l'année 2024, la fabrication de deux navires de manœuvre portuaire (remorqueurs) d'une longueur de 40 mètres.

R E.

CHINE

L’avion amphibie AG600 effectue son premier vol d’essai de nuit

L’avion amphibie développé par la Chine a récemment effectué son premier vol d’essai de nuit, selon son concepteur. L’AG600 a effectué ce vol d’essai de nuit sur une base d’essai à Pucheng, dans la province chinoise du Shaanxi (nord-ouest), a indiqué l’AVIC General Huanan Aircraft Industry Co, Ltd, une filiale de l’Aviation Industry Corporation of China (Société de l’industrie aéronautique de Chine). Le vol d’essai de nuit permet principalement d’évaluer et de valider le système d’éclairage de l’avion, une condition préalable essentielle pour garantir sa capacité à opérer en toute sécurité pendant les vols de nuit. Après la vérification du vol de nuit, l’AG600 continuera à effectuer d’autres vols d’essai, ouvrant ainsi la voie à l’obtention du certificat de type pour le nouveau modèle d’avion, a expliqué le développeur. La famille d’avions amphibies AG600 de la Chine est développée en tant qu’équipement aéronautique de pointe vital pour renforcer les capacités de sauvetage d’urgence du pays. La famille d’avions AG600 est conçue pour effectuer des missions de sauvetage telles que la lutte contre les incendies et la recherche et le sauvetage en mer sur tous les types de terrains à travers la Chine, précise-t-on.

ZITOUNI A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE A CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE DE BAHREÏN

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale examinés

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a été reçu à Manama, par le président du Conseil d’administration de la Chambre de commerce et d’industrie de Bahreïn, Samir Abdullah Nass, et des membres de la chambre, avec lesquels ils a examiné les moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s’est tenue samedi soir, M. Zitouni a examiné avec le président du conseil d’administration et des membres de la Chambre de commerce et d’industrie de Bahreïn les "cadres de coopération et les moyens d’activer les échanges commerciaux bilatéraux entre l’Algérie et le Bahreïn et de lancer des investissements conjoints dans les deux pays", précise la même source. Le ministre prend part, dimanche à Manama, à la réunion ministérielle du Conseil économique et social arabe (CESA) préparatoire de la 33e session ordinaire du Sommet arabe, qu’accueillera le Bahreïn le 16 mai.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

RECHERCHE ET EXPLOITATION D’HYDROCARBURE

Onze concessions attribuées à Sonatrach

Onze concessions amont pour la recherche et l’exploitation, attribuées par l’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures « Alnaft » à la société nationale Sonatrach, ont été approuvées, en vertu d’un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 31. Selon ce décret présidentiel, n 24-148, signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 28 avril dernier, ces concessions octroyées le 18 février 2024 par Alnaft à Sonatrach « sont approuvées et seront exécutées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur

», sur 11 périmètres. Il s’agit des périmètres « Bir El Ater » situé sur le territoire des wilayas de Oum El Bouaghi, Souk Ahras et Tébessa, d’une superficie de 9.107,18 Km2, « El Benoud », situé sur le territoire des wilayas de Béchar, El Bayadh, Ghardaïa, Laghouat et Naâma, d’une superficie de 23.980,62 Km2, de « Hassi R’Mel II », situé sur le territoire de la wilaya de Laghouat, d’une superficie de 6.497,27 Km2 et de « Illizi-Centre », d’une superficie de 12.075,05 Km2. Les concessions amont concernées se trouvent également aux périmètres « Mehaiguenne » (19.782,42 Km2) situé sur le

territoire des wilayas de Djelfa, Ghardaïa, Laghouat et Ouled Djellal, « Melhrir » (11.385,88 Km2) dans la wilaya d’El Oued, « Negrine » (21.404,81 Km2) situé sur le territoire des wilayas de Batna, Biskra, Djelfa, El Meghaier, El Oued, Khenchela, M’Sila, Ouled Djellal et Tébessa et « Oudoumé-Ouest II », (4.739,69 Km2), dans la wilaya d’Illizi. Elles comprennent aussi les périmètres de « Talemzane » (15.589,24 Km2), situé sur le territoire des wilayas de Djelfa, Ghardaïa, Laghouat et Ouled Djellal, « Tan Elak » (11.403,18 Km2), dans la wilaya d’Illizi et « Tindouf » 549.937,06 Km2).

PROJETS AADL 3

Belarbi : «Nous prévoyons des bâtiments de type R+20 et R+15»

Le ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé avant samedi que les projets de l’AADL 3 seront conçus selon une architecture moderne qui nécessite d’asseoir une industrie nationale des ascenseurs. S’exprimant en marge d’une visite effectuée au pôle urbain 13.300 logements à la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger), le ministre a précisé que : «Nous avons commencé à travailler, il y a un moment, sur l’architecture urbaine de

l’AADL 3 à même d’améliorer le cadre de vie des citoyens. Ainsi, nous prévoyons des bâtiments de type R+20 et R+15». Pour ce faire, la tutelle, précise-t-il, a pris attache avec plusieurs partenaires étrangers, dont des Italiens et des Chinois, afin de lancer des usines de fabrication d’ascenseurs à même d’asseoir une industrie nationale de ces équipements. Aussi, les projets AADL 3 seront conçus de sorte que chaque palier renferme six appartements, notamment

dans les grandes villes, et ce, en raison de la rareté du foncier. «Cette conception nous permettra une exploitation rationnelle du foncier et sans toucher au foncier agricole. Les études et les cahiers des charges sont finalisés et nous lancerons bientôt ce projet», précise-t-il, en indiquant que «AADL 3» verra des conceptions architecturales adaptées au Nord, aux Haut-Plateaux et au Sud.

MOSTAGANEM

Mostaland s’enrichit de trois tigres et d’un lion

Le parc d’attraction et de loisirs Mostaland de la ville de Mostaganem vient de réceptionner un don de la part du cirque international Città di Roma, représenté par trois tigres du Bengale et un lion africain, a-t-on appris auprès de la direction de ce parc. Le directeur de la clinique vétérinaire et du suivi sanitaire des animaux, Belakhdar Ouassini, a déclaré que la réception de ce genre de grands félins rares et menacés d’extinction s’inscrit dans le cadre des missions du parc, surtout qu’il s’apprête à lancer une première expérience à l’échelle nationale portant sur le changement sanguin (Exsanguino-transfusion) et à l’accouplement. Selon ce don reçu par l’établissement Mostaland, un certain nombre d’animaux prédateurs qui participaient à divers spectacles de divertissement ont été remis au parc, a ajouté le même responsable. Belakhdar a déclaré que l’établissement Mostaland et le cirque Città di Roma ont conclu un accord de coopération, qui définit divers aspects du travail commun à l’avenir. Il y a actuellement 28 grands félins au niveau du

parc de divertissement et d’animaux de Mostaganem, dont des tigres du Bengale

bruns et blancs, des lions d’Afrique bruns et blancs et d’autres espèces.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصناعات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS		وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 ماي 2024 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 mai 2024					
Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ			
Produits	معدل Moyenne	أقصى Maximum	الحد الأدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	84	94	73	البطاطا
	Tomate	71	81	62	الطماطم
	Oignon sec	102	111	92	البصل الجاف
	Ail sec	450	515	384	الثوم الجاف
	Ail vert	117	132	102	الثوم الأخضر
	Carotte	72	80	64	الجزر
	Navet	90	98	81	لفت
	Petit pois	233	254	213	الجبنة
	Fève verte	101	111	90	القول الأخضر
	Courgette	104	115	93	الثومسة
	Haricot vert	314	339	290	الفاسولياء الخضراء
	Laitue	100	112	88	الفسنجان
Fruits frais	Pomme locale	461	578	344	التفاح المحلي
	Datte	532	658	407	التمر
	Orange	179	222	136	البرتقال
	Citron	154	172	136	الليمون
	Banane	405	417	393	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1661	1777	1545	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	410	422	398	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ARABE

Zitouni appelle à l'intensification des efforts

L'intensification des efforts pour concrétiser l'intégration économique arabe et élargir la coopération commerciale, a été l'appel du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, lors de son discours de la session du CAES (Conseil arabe économique et social) à Manama (Bahreïn).

Par Réda Hadi

Devant ses confrères arabes, notre ministre a mis en relief, les efforts de l'Algérie pour consolider cet objectif et affirme «Nous devons aujourd'hui travailler ensemble et intensifier nos efforts pour atteindre l'intégration économique arabe escomptée et réaliser le développement durable auquel nous aspirons, à travers l'édification d'une base économique solide pour nos pays arabes » Il faut souligner cette session du Conseil arabe économique et social, est préparatoire et est un préalable au 33e Sommet arabe qui se tiendra au Royaume de Bahreïn. Aussi, lors de son allocution a il a exprimé la volonté de l'Algérie de concourir à la promotion de la région arabe, laquelle « est en mesure de jouer un rôle efficace à l'ère de la mondialisation, de renforcer l'intégration économique arabe, de réaliser le développement socio-économique et d'élargir les domaines commercial et d'investissement ». La réunion préparatoire se veut une opportunité pour promouvoir l'action socio-économique et le développement, à travers l'adoption des thèmes mentionnés dans le dossier économique et social à soumettre au Sommet arabe, a ajouté le ministre, précisant que les pays arabes « fondent de grands espoirs » sur les décisions issues de ce Sommet et aspirent à réaliser des résultats concrets.

Si la conjoncture actuelle est quelque peu difficile, cela ne doit en aucun cas amoindrir les efforts pour y parvenir, en raison des évènements qui secouent la Palestine, et par conséquent souligne M Zitouni. Il a évoqué la « conjoncture difficile » qui marque la tenue de la réunion du CESA préparatoire au Sommet arabe, « en raison de ce qui se passe en Palestine avec les crimes de génocide perpétrés contre nos frères palestiniens qui font face à l'agression la plus féroce de toute l'histoire de l'humanité, visant à anéantir la cause palestinienne par tous les moyens possibles ». Par conséquent, «nous devons tous, plus que jamais, agir en tant que bloc et à travers les différentes structures et organisations de l'action arabe commune pour veiller à la mise en œuvre des décisions découlant du Sommet arabe, en particulier celles qui renforcent notre soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien », a-t-il dit, tout en rappelant, dans ce sens, les efforts de l'Algérie, partant de ses principes constants et historiques de soutien à la cause palestinienne et aux justes, et sous les hautes directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sur plusieurs fronts diplomatiques au regard de son statut de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'Algérie a de tout temps prôné le dialogue inter arabe et l'intensification des échanges commerciaux entre pays frères.

Au terme de son allocution, le représentant algérien s'est dit convaincu que le Sommet arabe de Bahreïn contribuera de manière « efficace » à la promotion de l'action arabe commune, notamment en abordant des questions qui soutiennent la coopération bilatérale dans les domaines économique et social, et d'autres liées au soutien à la résistance du peuple palestinien, outre les stratégies de coopération dans différents domaines tels que la jeunesse, la sécurité, la sécurité hydrique et le tourisme. C'est d'ailleurs dans cette optique que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a été reçu, jeudi à Manama, par son homologue bahreïni, Abdulla Bin Adel Fakhro, avec lequel il a convenu d'activer la commission mixte de coopération, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre a passé en revue les opportunités d'investissement prometteuses en Algérie et les avantages prévus par la nouvelle loi sur l'investissement, soulignant que l'Algérie encourage les investissements inter-arabes et le commerce interrégional. Pour sa part, M. Fakhro a fait part de l'intérêt des sociétés bahreïniennes à investir dans plusieurs secteurs, notamment dans le domaine des industries agroalimentaires, des médicaments, des industries pétrochimiques et des télécommunications, outre l'appui à l'entrepreneuriat et aux startups.

AADL À ALGER Distribution de 40.000 logements en juillet prochain

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, samedi, la distribution de près de 40.000 unités de logement dans le cadre de la formule de location-vente "AADL" dans la wilaya d'Alger, et ce, à l'occasion du 62e anniversaire de l'Indépendance le 5 juillet prochain. «Nous assurons les souscripteurs que nous serons à l'heure pour la distribution de 40.000 unités de logement dans la capitale en général, le 5 juillet prochain, dont 20.000 unités à Sidi Abdellah», a déclaré M. Belaribi lors d'une visite de terrain sur le site des 13.300 logements "AADL" dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), en compagnie du wali de la wilaya d'Alger, Abdenour Rabehi. Le ministre a affirmé que ces logements achevés disposent de toutes les commodités nécessaires, après que son département ministériel a veillé à concilier la construction des logements et la réalisation des équipements publics. Il a également salué la rapidité de l'achèvement du pôle urbain de 13.300 logements à Sidi Abdellah, dont les travaux ont commencé fin 2021. M. Belaribi a souligné, dans ce sens, que le taux d'avancement des travaux du projet des 10.507 logements, dont le coup d'envoi a été donné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 5 juillet 2023, est de 80 %, les travaux de bétonnage étant terminés, tandis que les travaux des différents réseaux vont bientôt commencer.

R E.

SOMMET AFRICAIN SUR LES ENGRAIS ET LA SANTÉ DES SOLS

Adoption de la proposition de l'Algérie pour soutenir les producteurs de gaz

Le Sommet africain sur les engrais et la santé des sols, tenu à Nairobi, a pris fin avec l'adoption, par les pays participants, de la proposition de l'Algérie de soutenir les efforts des producteurs de gaz, et la déclaration du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), abrité à Alger en mars dernier pour encourager la production de gaz en tant que substance essentielle dans la production d'engrais agricoles. Une déclaration finale a sanctionné cette réunion qui s'est déroulée du 7 au 9 mai avec la participation du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La déclaration de Nairobi a appelé à concrétiser des solutions durables aux problèmes des terres agricoles et du manque d'engrais, conformément au plan d'action 2023-2033 qui répond aux aspirations des peuples africains à la réalisation de la sécurité alimentaire durable. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné, dans

une allocution lue en son nom par le ministre de l'Agriculture à l'ouverture du sommet, le rôle pionnier de l'Algérie en matière de production d'engrais, eu égard à ses capacités de production qui lui permettent de répondre aux besoins du marché local et d'approvisionner le marché mondial. Le président de la République a affirmé que "l'Algérie joue un rôle pionnier en matière d'engrais. Outre sa capacité de répondre aux besoins du marché local, l'Algérie occupe une place de choix en tant que pays fournisseur du marché mondial en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique du Sud". De ce fait, ajoute le président de la République, l'Algérie entend poursuivre ses efforts pour développer le gaz naturel, élément important dans la fabrication des principaux engrais, à travers le renforcement des investissements directs dans le domaine du pétrole et du gaz. Il a indiqué, à cet égard, que cette démarche a été consolidée par la "Déclaration d'Alger", issue du 7e Sommet des chefs d'Etat et de

Gouvernement du GECF, tenu le 02 mars dernier, où a été consacré "le rôle majeur du gaz naturel dans la chaîne des valeurs du secteur de la pétrochimie et des industries chimiques en général, avec un large groupe de principaux marchés finaux, pour la réalisation des Objectifs de développement durable de l'ONU (ODD), y compris la production d'engrais pour garantir la sécurité alimentaire mondiale". Relevant la dimension d'intégration continentale des projets majeurs de développement initiés par l'Algérie, le président de la République a souligné la disponibilité de l'Algérie à "partager ses expériences en matière de renforcement des capacités humaines dans le domaine de la gestion intégrée et durable des ressources naturelles (eau, sols), et l'investissement dans la production et la distribution d'engrais". Le Sommet de Nairobi a constitué une opportunité pour mettre en exergue le rôle régional et international de l'Algérie en matière de production des engrais qui jouent un rôle détermi-

nant pour garantir la sécurité alimentaire, vu les capacités de production considérables dont elle dispose et qui lui ont permis de répondre au marché local et d'approvisionner le marché mondial à hauteur de 7 millions de tonnes/an, grâce aux efforts consentis dans la promotion de l'investissement en faveur d'une agriculture durable. Ces quantités sont réparties entre 3 millions de tonnes d'urée, 2 millions de tonnes de phosphate transformé et 2 millions de tonnes d'ammoniac. Par ailleurs, le don de 16.000 tonnes d'engrais que l'Algérie a fait au Kenya, en janvier dernier, a été salué par les participants kenyans au sommet, qui ont souligné l'importance d'établir un partenariat algéro-kenyan dans ce domaine. Le don porte sur l'engrais "Urée 46", principalement utilisé pour la fertilisation des sols, en vue d'augmenter la productivité de la production agricole dans ce pays qui souffre d'une crise alimentaire.

R E.

EL-BAYADH

Programme pour la plantation de 950 hectares de pomme de terre de saison

La direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Bayadh a élaboré un programme portant sur la plantation de 950 hectares de pomme de terre de saison, à l'occasion de la campagne actuelle, entamée récemment, a-t-on appris des responsables de la même direction.

« L'opération, qui cible une superficie répartie à travers plusieurs régions du territoire de la wilaya, vise une production de 314.000 quintaux de ce produit agricole de large consommation, destinés à couvrir les besoins du marché national », a-t-on fait savoir.

Selon la même source l'opération, qui sera clôturée à la fin de ce mois de mai, a porté jusqu'à l'heure actuelle sur la mise en terre des semences de ce tubercule sur une superficie de quelque 220 hectares.

La DSA a fait observer, par ailleurs, que les terres agricoles de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest attirent, actuellement, de plus en plus d'agriculteurs et d'agro-investisseurs en provenance de différentes régions du pays, en raison de la disponibilité des ressources hydriques et de conditions climatiques favorisant une production abondante, outre des mesures incitatives, notamment celles inhérentes au raccordement au réseau électrique, accordées par l'Etat aux professionnels de la filière de cette wilaya, dont le nombre dépasse le 80 agriculteurs. Il est à rappeler que la production de pomme de terre de saison a atteint, durant la saison agricole écoulée, pas moins de 313.000 quintaux, répartie sur une superficie de 924 hectares, dont une partie conséquente a été orientée à l'approvisionnement du marché national.

ALGER

Le plan de prévention contre les feux de forêts activé le 1^{er} mai

Le chef de la circonscription des forêts de Birkhadem (Alger-est), Abdelkader Messabis a affirmé que les services de la direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger avaient activé, le 1^{er} mai, le plan de prévention contre les feux de forêts, en vigueur jusqu'à fin octobre prochain, soulignant la mobilisation de tous les moyens matériels et humains à cet effet.

Le plan vise à protéger les espaces forestiers contre les incendies et à limiter leurs dégâts, a précisé le responsable en marge d'une journée de sensibilisation et d'une campagne de nettoyage organisées par la Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger au niveau de la forêt de Ramdania (commune de Douéra), sous le slogan "la protection des forêts...la responsabilité de tous".

M. Messabis a cité, dans ce sens, nombre de mesures prises notamment l'aménagement des pistes forestières, la maintenance des réservoirs d'eau et des tours de contrôle, outre le nettoyage des forêts. Des brigades d'intervention ont été installées au niveau des forêts sensibles telles que Ben Aknoun et Mectaa Khira, d'après le responsable qui a fait état du renforcement des effectifs au niveau des tours de contrôle au niveau des forêts d'Alger, en coordination avec les services concernés.

M. Messabis a annoncé l'organisation de campagnes de sensibilisation aux risques des feux de forêts, en collaboration avec les communes, la société civile et la pro-



tection civile.

Dans ce cadre, la direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger organise, vendredi prochain, une caravane de sensibilisation aux risques des feux de forêts et à la préservation des forêts, et ce sous la supervision du wali d'Alger et en coordination avec les services de la Protection civile et de la Gen-

darmerie nationale, selon les explications fournies.

La journée de sensibilisation a vu la participation d'acteurs du mouvement associatif et des Scouts musulmans algériens (SMA), ainsi que d'agents de la direction des forêts qui ont donné des explications sur la protection des forêts et de la prévention contre les incendies.

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE

Formation au profit des P/APC à Chlef

Une session de formation sur le patrimoine, les voies de sa préservation et les modalités de gestion des associations opérant dans le domaine, a débuté samedi au profit des présidents des assemblées populaires communales (APC) de la wilaya de Chlef, à-on informé auprès des responsables du secteur de la culture et des arts.

Dans une déclaration à l'APS, le Directeur du secteur, Djamel Hasnaoui, a précisé que ses services « organisent, en coordination avec les services de la wilaya, dans le cadre des activités du mois du patrimoine, à partir de demain et jusqu'à mardi prochain, une session de formation sur le patrimoine, les voies de sa préservation et les modalités de gestion des asso-

ciations et des festivals culturels, au profit des P/APC". Cette session de formation sera assurée par des encadreurs de différentes entreprises pertinentes du secteur, et axée sur des notions sur le patrimoine, les mécanismes de préservation du patrimoine, le rôle de la commune dans la protection du patrimoine, notamment les sites archéologiques et historiques,

ainsi que les modalités et voies de gestion des associations et des festivals.

Dans le même sillage, l'administration du Musée national public « Abdelmajid Meziane » organise des journées de sensibilisation sur la lutte contre l'atteinte au patrimoine culturel au profit des partenaires des corps de sécurité.

LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION SE RENFORCE À SKIKDA

Gros investissements pour une meilleure scolarité

La première pierre a été posée, la semaine passée, pour la construction d'un lycée d'une capacité de 1.000 places dans la commune de Ramdane Djamel, au sud de Skikda.

Ce projet, d'une enveloppe financière de 47 milliards, devrait être achevé dans un délai de dix mois. Supervisant l'opération, la wali, HouriaMeddahi, a souligné l'importance de respecter les délais de livraison pour renforcer le secteur éducatif et améliorer les conditions de scolarité. La cheffe de l'exécutif a révélé, à cette occasion, que 29 structures scolaires sont en cours de réalisation. Chapeautés par la Direction des Equipements Publics (DEP), ces projets comprennent neuf lycées,

cinq Collèges d'Enseignement Moyen (CEM), six groupes scolaires et neuf structures semi-éducatives.

En outre, des procédures sont en cours de finalisation afin de lancer la construction de 42 autres établissements d'ici la fin de l'année en cours, a-t-elle ajouté. Ces initiatives, a souligné Meddahi, témoignent de la volonté de l'État de soutenir le secteur de l'éducation en allouant des ressources financières importantes pour améliorer les conditions de scolarité, réduire la surcharge des classes et rapprocher les établissements d'enseignement des zones densément peuplées.

Au chef-lieu de wilaya, HouriaMeddahi a supervisé la cérémonie de réouverture de l'école primaire Brahim

Boutouga, dont la construction remonte à 1939. Cette école, qui a bénéficié d'une opération de restauration ayant mobilisé un montant de 5,8 milliards, accueillera les élèves dès demain, dimanche 12 mai. La wali a révélé que des procédures sont en cours pour le lancement de projets de restauration des écoles Babouche et Al Ghazali, qui devront être réalisés tout en veillant à ce que la qualité des travaux soit élevée et tout en préservant l'aspect architectural de ces deux structures. Par ailleurs, la wali a procédé à la mise en service de l'énergie électrique dans 56 exploitations agricoles dans la commune de Ben Az-zouz.

D'une longueur de 12,3 kilomètres, le

réseau a coûté la bagatelle de 5,3 milliards. Il est à noter que 280 fermes au total ont été électrifiées en 2023. De plus, les efforts se poursuivent pour que mille autres exploitations bénéficient de cette énergie en 2024. Dans la commune d'El Harrouch, plus précisément dans la zone de Djenane Ramla, Meddahi a supervisé la mise en service de l'énergie électrique au profit de 121 familles. Ce projet a nécessité la pose d'un réseau de 2,9 kilomètres, pour un coût estimé à 1,6 milliard. Dans la commune de Sidi Mezghiche, la première responsable de la wilaya a inauguré un bureau de poste baptisé au nom du martyr Ahmed Djaghar.

LE MATCH RETOUR BIDEN-TRUMP

Une analyse de classe

Par « système de classes », nous entendons les structures professionnelles élémentaires : les relations humaines ou « relations sociales », qui assurent la production et la distribution des biens et des services. Parmi les exemples, on peut citer les organisations maître-esclave, village communal et seigneur-serf. Autre exemple, le système de classe capitaliste particulier, qui implique l'organisation employeur-employé.

1^{ère} partie

Les employeurs : une infime minorité de la population, dirigeant et contrôlant les entreprises et les employés qui produisent et distribuent les biens et les services. Les employeurs achètent la force de travail des employés – la grande majorité de la population – et la mettent au service de leurs entreprises. La production de chaque entreprise appartient à son employeur, qui décide de la vendre, en fixe le prix, perçoit et distribue les revenus qui en résultent.

Aux États-Unis, la classe des employés est fortement divisée sur le plan idéologique et politique. La plupart des employés sont probablement restés liés – avec un enthousiasme ou un engagement en baisse – au Parti démocrate. Une minorité importante et croissante au sein de cette classe a placé quelques espoirs en Trump. Beaucoup se sont désintéressés de la politique électorale et y ont moins participé. Les employés progressistes ou de gauche sont probablement les plus divisés : certains appartiennent à l'aile progressiste du Parti démocrate, d'autres à divers partis socialistes, Verts, indépendants et autres petits partis apparentés, et d'autres encore sont attirés par Trump mais restent très hésitants. Les salariés de tendance gauche sont peut-être plus enclins à rejoindre et militer au sein des mouvements sociaux (écologiques, antiracistes, antisexistes et antiguerre) plutôt que de le faire via des campagnes électorales. La classe des employés américains se sent très largement victime de la mondialisation néolibérale du dernier demi-siècle. Les déferlements de délocalisations d'emplois dans l'industrie manufacturière (et aussi dans les services), associés aux vagues d'automatisation (ordinateurs, robots, et maintenant intelligence artificielle), ont surtout été synonymes de mauvaises nouvelles pour cette classe. Perte d'emplois, de revenus et de sécurité de l'emploi, diminution des perspectives d'avenir et de la position sociale en sont les principales. En revanche, les profits extraordinaires qui ont motivé les décisions des employeurs en matière de délocalisation et de technologie ont profité à ces derniers. La redistribution des richesses et des revenus qui en ont résulté ont également favorisé les employeurs. Les salariés ont de plus en plus observé et constaté en parallèle une redistribution sociale du pouvoir politique et des richesses culturelles qui leur échappaient.

Le développement du capitalisme américain après 1945 a brisé l'extraordinaire unité de la classe des employés qui était née pendant la Grande Dépression des années 1930.

Les sentiments de classe des salariés étaient bien ancrés dans l'histoire des États-Unis. Le développement du capitalisme américain après 1945 a brisé l'extraordinaire unité de la classe ouvrière qui était née pendant la Grande Dépression des années 1930. Après le krach

économique de 1929 et les élections de 1932, une coalition New Deal réformatrice, composée de dirigeants syndicaux et de partis socialistes et communistes puissants, s'est rassemblée pour soutenir l'administration de Franklin D. Roosevelt, qui a gouverné jusqu'en 1945. Cette coalition a obtenu, pour la classe salariée, des avancées considérables, sans précédent dans l'histoire, notamment la sécurité sociale, l'indemnisation du chômage, le premier salaire minimum fédéral et un vaste programme d'emplois publics. Elle a permis au Parti démocrate de se construire une immense popularité au sein de la classe ouvrière.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, toutes les autres grandes économies capitalistes (Royaume-Uni, Allemagne, Japon, France et Russie) étaient fortement ébranlées. En revanche, la guerre avait renforcé le capitalisme américain. Elle a permis de recomposer le capitalisme mondial en le centrant sur les exportations américaines, les investissements de capitaux et le dollar en tant que monnaie mondiale. Un nouvel empire américain a vu le jour, mettant l'accent sur l'impérialisme informel, ou « néocolonialisme », par opposition aux impérialismes formels et plus anciens de l'Europe et du Japon. Les États-Unis ont assuré la sécurité de leur nouvel empire grâce à leur présence et leur programme militaires sans précédent à l'échelle mondiale. Les investissements privés augmentés des dépenses publiques consacrées à l'armée et aux services publics de base ont marqué la transition entre la dépression puis la guerre (avec ses rationnements de biens de consommation) et une prospérité relative radicalement différente entre la fin des années 1940 et les années 1970.

L'idéologie de la guerre froide a imprégné les politiques de l'après-1945 tant nationalement qu'à l'extérieur du pays. La mission du gouvernement était donc de propager la démocratie et de vaincre le socialisme impie. Cette mission justifiait à la fois des dépenses militaires toujours croissantes et une destruction en règle des organisations socialistes, communistes et syndicales menée par le maccarthysme. Le climat de la guerre froide a favorisé la disparition, puis l'inversion de la poussée vers la gauche de la politique américaine après la Grande Dépression. Cette purge de la gauche au sein des syndicats et la diabolisation implacable des partis de gauche et des mouvements sociaux, considérés comme des projets communistes venus de l'étranger, ont divisé la coalition du New Deal. Elle a séparé les organisations de gauche des mouvements sociaux ainsi que la classe salariée dans son ensemble. Bien que de nombreux salariés soient restés fidèles au Parti démocrate (même s'ils se sont désolidarisés des composantes de gauche persécutées du New Deal), la guerre froide a précipité toute la politique américaine vers la droite. Le Parti républicain en a profité en se montrant résolument favorable à la guerre

froide et en collectant des fonds auprès d'employeurs déterminés à démanteler le New Deal. Les dirigeants du Parti démocrate ont eux cessé de s'appuyer sur des syndicats affaiblis et sur ce qui restait de la coalition du New Deal, démoralisée et neutralisée. Ils ont préféré chercher des fonds auprès de ces mêmes grandes entreprises que les Républicains avaient exploitées. Parmi les résultats prévisibles, citons l'incapacité du Parti démocrate à infléchir le virage à droite de la politique américaine. De même, les Démocrates ont pratiquement renoncé à toute tentative de consolider les acquis du New Deal ou de s'orienter vers la social-démocratie. Et même, ils ont de moins en moins réussi à protéger les acquis du New Deal. Ces évolutions ont renforcé la désaffection de nombreux travailleurs à l'égard du Parti démocrate ou de l'engagement politique en général. La politique « progressiste » s'est enfermée dans un cercle vicieux de déclin, avec parfois des poussées temporaires.

Ce cercle vicieux a surtout piégé les hommes blancs les plus âgés. Parmi les salariés, ils étaient ceux qui avaient le plus profité de la prospérité des années 1945-1975. Toutefois, après les années 1970, la politique patronale d'automatisation axée sur le profit, et la décision de délocaliser la production à l'étranger ont sérieusement compromis la situation des emplois et les revenus de leurs salariés, en particulier dans l'industrie manufacturière. Cette frange de la classe salariée a fini par se retourner contre « le système », contre la tendance économique dominante. Elle a déploré la disparition de la prospérité. Dans un premier temps, ils ont opéré un virage vers la droite sur le plan politique. La Guerre froide avait isolé et sapé les institutions et la culture de gauche qui auraient pourtant pu attirer les salariés anti-système. Les mobilisations de gauche contre le système dans son ensemble ont été rares. (contrairement aux mobilisations plus ponctuelles sur des questions telles que le genre, la race et l'écologie) Ni les syndicats ni les autres organisations ne disposaient du soutien social nécessaire pour les organiser. Ou alors, ils craignaient tout simplement d'essayer. Même plus récemment, la montée du militantisme ouvrier et syndical n'a jusqu'à présent soulevé que de manière secondaire et marginale des thèmes d'anticapitalisme systématique. Les politiciens et les personnalités des médias républicains ont saisi l'occasion de transformer la disparition de la prospérité d'après 1970 en un passé américain idéalisé. Ils ont soigneusement évité d'imputer cette disparition au capitalisme axé sur le profit. Ils ont blâmé les Démocrates et les « libéraux » dont les programmes de protection sociale coûtaient trop cher. Selon eux, la fiscalité excessive était gaspillée dans des programmes sociaux inefficaces destinés aux « autres » (les non-Blancs et les non-masculins. Si seulement ces autres avaient travaillé aussi dur et de manière aussi productive que les hommes blancs,

répétaient les Républicains, ils auraient bénéficié de la même prospérité au lieu de chercher à « se faire offrir des cadeaux par le gouvernement ». Une partie de la classe salariée convaincue par ce raisonnement est passée des Démocrates aux Républicains, puis a souvent répondu favorablement au mantra trumpiste « Make America Great Again » (MAGA). Ce basculement a incité les responsables politiques républicains à imaginer une nouvelle base électorale populaire bien plus large que leur actuelle mosaïque composée de fondamentalistes religieux, d'amateurs d'armes à feu et de suprémacistes blancs. Les leaders républicains ont alors entrevu des perspectives politiques inédites depuis que la Grande Dépression des années 1930 avait fait basculer la politique américaine vers la gauche et la social-démocratie.

Issue du Parti républicain ou de son entourage, la nouvelle extrême droite du XXI^e siècle a ravivé le patriotisme isolationniste traditionnel des États-Unis en s'appuyant sur le slogan « America First » (l'Amérique d'abord). Ils ont conjugué ce patriotisme à une attitude vaguement libertaire consistant à imputer tous les maux de la société à la nature intrinsèquement funeste de l'État. En se gardant bien de critiquer ou de blâmer le système économique capitaliste, les Républicains se sont assurés le soutien habituel (financier, politique, médiatique) de la classe patronale. On y trouve des employeurs qui n'ont jamais vraiment profité du tournant néolibéral de la mondialisation, de ceux qui ont vu là de plus belles et de plus importantes perspectives d'avenir grâce au tournant nationaliste-protectionniste de l'économie, et de tous ceux qui se consacrent depuis longtemps au projet patronal visant à démanteler le New Deal politiquement, culturellement et économiquement. Tous ces acteurs sont de plus en plus nombreux à se rassembler autour de Trump.

Ils s'opposent à l'immigration, souvent par le biais de déclarations et de mobilisations hystériques contre des « invasions » considérées comme une menace pour l'Amérique. Ils considèrent que les dépenses publiques consacrées aux immigrants (en utilisant les impôts des Américains de souche qui « travaillent dur ») sont gaspillées au profit d'« autres » sans mérite. Trump s'est fait le champion de leurs convictions et les a confortés dans la désignation de boucs émissaires, les Noirs, les citoyens basanés et les femmes, étant les bénéficiaires non méritants d'aides gouvernementales accordées en échange d'un vote démocrate. Certains Républicains ont progressivement adhéré aux théories du complot (QAnon et autres) pour expliquer les divers conspirations visant à détrôner le christianisme blanc et à lui faire perdre sa situation dominante dans la société américaine.

(A suivre)

EGYPTE

Accord avec le français Alstom pour la construction de 2 usines à Alexandrie

Cet accord de construction d'usines tombe dans un contexte où de nombreux projets ferroviaires sont en développement ou annoncés à travers l'Afrique. Cela présage un gros besoin en véhicules, pièces et composants ferroviaires sur un continent où les usines dédiées sont rares. L'Egypte a signé avec ministère français de l'Économie un protocole d'accord dans le cadre d'une convention préalable avec le groupe Alstom, pour la construction dans la ville d'Alexandrie de 2 usines de production de matériel roulant et composants ferroviaires. Les usines couvriront une superficie de 125 453 m², dont 36 421 m² réservés à de futures extensions. L'une d'elles produira des rames de métro, des véhicules légers sur rail, des voitures monorail et du matériel roulant pour grandes lignes. L'autre fabriquera des composants, systèmes et équipements électriques, notamment de panneaux et de la signalisation, ainsi que du câblage. Les productions sont destinées à l'exportation vers divers pays, excepté les premières unités destinées à la ligne 6 du métro du Caire. Ce projet fait partie du vaste plan pour le secteur ferroviaire lancé par l'Egypte depuis quelques années, et visant à positionner le pays comme acteur majeur de ce type de transport en Afrique. Il a déjà vu la modernisation des rails existants, la construction de nouveaux et le renouvellement de tout le parc de trains. En Afrique, l'Egypte se distingue en fabriquant grâce à une coentreprise avec Alstom des trains modernes. Les rares autres unités sur le continent ne fabriquent que des wagons, des pièces et composants.

ENERGIES RENOUVELABLES EN TUNISIE

La croissance économique en hausse à partir de 2030

A l'heure où la Banque mondiale anticipe un triste bilan pour l'économie internationale d'ici fin 2024, son dernier rapport de suivi de la situation économique pour la Tunisie, publié mercredi dernier, prévoit des taux de croissance de 2,4 % en 2024 et de 2,3 % en 2025-2026, « en supposant une atténuation des conditions de sécheresse et un progrès dans les réformes budgétaires et celles liées à la concurrence ».

Le rapport intitulé « Une énergie renouvelée pour l'économie » dresse le bilan économique de l'année 2023 où la reprise de l'économie nationale a été affectée par une sécheresse sévère, des conditions de financement strictes et un rythme modéré des réformes. Pour ce qui est de la croissance, elle demeure inférieure aux niveaux d'avant le Covid-19, plaçant la Tunisie parmi les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord qui connaissent les reprises les plus lentes.

Au cours de la même année, la Tunisie a connu une amélioration de la balance extérieure, une réduction du déficit commercial, bénéficiant de conditions internationales favorables et des besoins de financements ex-

térieurs qui demeurent importants.

Malgré les progrès réalisés dans le tourisme et les exportations, « l'économie tunisienne a été affectée par les effets de la sécheresse, qui a provoqué une réduction de 11 % de la production agricole. Cette situation met en évidence le besoin de prendre des mesures d'adaptation au changement climatique. Les répercussions de la sécheresse ont été exacerbées par une demande intérieure limitée, ce qui a affecté la croissance des secteurs de la construction et du commerce », indique le rapport.

Un mix énergétique de 3 % à 35 % d'ici 2030 Le rapport met en lumière les projets ambitieux de la Tunisie dans le domaine des énergies renouvelables, qui pourraient apporter

une solution à ses défis économiques et environnementaux. Le pays envisage d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique de 3 % à 35 % d'ici 2030. Actuellement, des projets de production destinés à des financements privés ont été lancés pour un total de 2.200 MW, ce qui devrait porter la part des énergies renouvelables à 17 % d'ici 2025. Le rapport souligne les bénéfices économiques substantiels d'une transition approfondie vers les énergies propres grâce à un programme ambitieux de décarbonation. L'investissement total requis est estimé à 4,5 milliards de dollars d'ici 2030, avec la possibilité d'un financement principal par le secteur privé sous réserve de la mise en place de réglementations appropriées.

KOWEIT

Les investissements directs étrangers en baisse

Grâce à sa balance courante structurellement excédentaire (un cinquième du PIB en moyenne depuis 2017), la position extérieure nette du Koweït est l'une des plus solides du monde à 786% du PIB en 2021, derniers chiffres disponibles).

Contrairement à d'autres pays de la région dont les flux d'IDE sont devenus substantiels seulement depuis la fin des années 2000, les premiers investissements directs koweïtiens à l'étranger remontent aux années 1950. La Kuwait Investment Authority (KIA), premier fonds souverain du monde créé en 1953, gère un por-

tefeuille d'actifs estimé à plus de 850 Mds USD, principalement à l'étranger. Le Koweït est un émetteur net d'investissement direct étranger (IDE) et détenait en 2022 un stock d'IDE à l'étranger de 46 Mds USD contre un stock d'IDE étranger au Koweït de 15,4 Mds USD.

Le stock d'IDE entrants au Koweït a reculé en 2022 (-2,8% en g.a). Ainsi, l'émirat, quasiment dépourvu de base industrielle, ne reçoit que 2% des flux d'IDE entrants dans le Golfe. Les flux d'IDE sortants, portés par une année pétrolière exceptionnelle, ont quant à eux connu une forte hausse en 2022 à 11 Mds USD (+32,3% sur un

an).

Le gouvernement koweïtien a entrepris plusieurs réformes pour encourager les investissements étrangers et ces progrès ont été soulignés dans le classement annuel « Ease of Doing Business » de la Banque mondiale où le Koweït figure parmi les 10 pays s'étant le plus améliorés en 2020 (83 ième position - dernier classement disponible). En 2013, sous l'égide de la KDIPA, le pays a mis en place un régime ad hoc pour les entreprises étrangères de nature à faciliter leur installation (67 entreprises étaient sous mandat KDIPA en 2022, dont 9 françaises)

MAURITANIE

La plate-forme (PSO) quitte le port de Tenerife pour le champ de Tortue Ahmeim El kebir

Dans une étape importante vers l'achèvement des installations de production de gaz du champ Tortue Ahmeim El kebir, la plateforme flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) a quitté le port de Ténériffe, dimanche 05 mai à 11h00 à destination de la zone du projet, après avoir ter-

miné une série de vérifications techniques préparatoire aux opérations de production.

La plateforme, qui est la dernière composante majeure du projet, arrivera à la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal le 11 mai, ce qui représente une étape importante du développement du champ, achevé à plus de 95 %.

Le navire traitera le gaz naturel pour le débarrasser du pétrole, de l'eau et d'autres impuretés, avant de le transférer vers une plateforme flottante de liquéfaction du gaz naturel (FPSO). La FPSO est conçue pour s'amarrer à une profondeur de 120 mètres sous la surface de l'eau et comptera 140 personnes

à bord en période d'exploitation normale.

Avec l'arrivée des principaux éléments du projet Tortue Ahmeim el kebir, les installations d'exploitation devraient permettre la production de 2,3 millions de tonnes de GNL par an au cours de la première phase du projet.

ARABIE SAOUDITE

Des lycéens doués en sciences et en ingénierie participent à une foire mondiale

Trente-cinq lycéens saoudiens participent à l'édition 2024 du Regeneron International Science and Engineering Fair (ISEF), à Los Angeles, du 10 au 18 mai, a rapporté vendredi l'Agence de presse saoudienne. Ils rejoindront 1 700 autres participants de 70 pays à l'ISEF, un concours pré-universitaire dans le domaine de la recherche scientifique et de l'innova-

tion. L'équipe du Royaume sera dirigée par des représentants de la Fondation du roi Abdelaziz et de ses compagnons pour l'encouragement du talent et de la créativité (Mawhiba), et du ministère de l'Éducation. Les membres de l'équipe saoudienne ont été sélectionnés au début de l'année, parmi plus de 210 000 candidats, par des experts et des spécialistes de Mawhiba. Leurs projets ont fait l'objet

d'une évaluation très rigoureuse lors de l'Olympiade nationale pour la créativité scientifique «Ibdaa», ce qui a abouti à la sélection de 180 candidats. Sur les quarante-cinq élèves dont les projets ont été qualifiés pour la finale de l'Olympiade, trente-cinq lycéens talentueux ont été nommés pour représenter le Royaume à l'ISEF, selon SPA. Parmi ceux qui ont été nommés, Areej al-Qarni présentera ses travaux de re-

cherche portant sur les moyens de réduire l'accumulation de poussière sur les panneaux solaires. Ce problème entraîne des pertes énergétiques et financières qui se chiffrent en millions de dollars.

Al-Qarni a expliqué que ses recherches visent à mettre en place des solutions durables à ce problème mondial afin d'économiser de l'énergie et d'assurer la viabilité financière de projets cruciaux.

NIGERIA

Nokia formera les jeunes sur la 4G et la 5G

Le gouvernement nigérian ambitionne de renforcer les capacités techniques de la jeunesse pour la faire participer à la révolution numérique en cours. L'exécutif a lancé en octobre 2023 un programme de formation qui cible 3 millions de jeunes en trois ans.

Nokia Solutions and Networks Nigeria, la filiale locale de la société technologique finlandaise Nokia, s'est engagé à former des jeunes nigériens aux dernières technologies radio et de transmission 4G/5G. L'entreprise a signé un accord de partenariat avec la Commission des communications du Nigeria (NCC) en début de semaine. Les formations sur la 4G et la 5G se feront dans les parcs numériques de la NCC. Nokia mettra également en place un programme d'apprentissage des entrepreneurs dans le cadre duquel elle dispensera des formations

professionnelles de haute qualité à 200 étudiants nigériens choisis dans les six zones géopolitiques du pays. Selon AminuMaida, directeur général de la NCC, cette collaboration s'inscrit dans le cadre de la vision du gouvernement de renforcer les capacités et les compétences des Nigériens, en les dotant des compétences et des connaissances contemporaines nécessaires pour s'adapter à l'évolution rapide de l'industrie des télécommunications. L'exécutif a lancé en octobre 2023 un programme dénommé « 3 Million Technical Talent (3MTT) » du gouvernement fédéral qui vise à for-

mer 3 millions de Nigériens à des compétences techniques en trois ans. Ce programme de formation de Nokia permettra de créer des emplois supplémentaires dans un contexte où la demande en main-d'œuvre qualifiée continue à augmenter au fur et à mesure que s'accélère la transformation numérique. Au Kenya, l'opérateur de télécommunications Safaricom a signé en avril un accord de partenariat avec l'Autorité des TIC (ICTA) pour former 10 000 techniciens en fibre optique sur cinq ans.

CAMEROUN

La Régionale Bank accordera des prêts de 10 à 250 millions FCFA aux producteurs de banane plantain

La banane plantain représente 16% des revenus des producteurs ruraux et pèse 4,5% du PIB agricole du Cameroun selon le ministère de l'Agriculture. Une mesure similaire avait été portée en 2023 par le Fonds de facilitation de l'offre de crédit pour le développement des chaînes de valeurs agricoles, de l'élevage et de la pisciculture. L'Association camerounaise des acteurs de la banane-plantain et La Régionale Bank sont entrés en partenariat pour financer cette filière. Selon les termes de la convention signée début mai, la banque accordera aux producteurs 10 à 250 millions FCFA de prêts à taux préférentiel inférieur à ceux du marché. D'autres avantages sont inclus, comme des maturités de 1 à 8 ans, avec un différé adapté aux cycles de campagnes agricoles. Chaque prêt accordé par La Régionale Bank bénéficiera d'une garantie à hauteur de 50% par l'État camerounais, explique Investir au Cameroun. Ces crédits seront également assurés par la compagnie d'assurance Royal Onyx, selon le FBPC. L'initiative représenterait donc une opportunité pour La Régionale Bank, qui cherche à accroître son portefeuille de crédits destinés à l'agriculture. Dans cette perspective, la banque a inauguré le 14 mars dernier à Yaoundé une agence spécialement dédiée au financement des projets agricoles et prévoit d'étendre cette offre. Selon la FBPC, l'objectif est de financer jusqu'à 500

agriculteurs chaque année. Cependant, l'accès à ces financements est conditionné à des exigences spécifiques. « Étant donné que le projet vise la production de variétés précises de bananes-plantain destinées à l'exportation, les producteurs doivent obligatoirement suivre une formation pratique en agri-business et en agri-preneurs au Centre d'incubation de référence internationale de Kribi à Mbébé. Après cette phase d'incubation, les acteurs de la filière banane-plantain repartent chacun avec un business plan bancable, que la FBPC soumet ensuite au guichet de financement de la Régionale pour obtenir le financement et le suivi nécessaires », explique l'association. Dans un avis à manifestation d'intérêt pour la sélection des bénéficiaires de cette initiative, signé par le président national de la FBPC, il est précisé que les coûts de cette incubation varient selon le montant du crédit demandé. Pour des financements de 10 à 50 millions FCFA, le coût s'élève à 2,5 millions FCFA. Pour ceux allant de plus de 50 à 250 millions FCFA, le porteur de projet devra déboursier 7,5 millions FCFA, payables en deux tranches. Les frais d'accompagnement peuvent ainsi représenter jusqu'à 25% du financement pour le premier palier et 15% pour le second, ce qui pourrait constituer un obstacle pour le remboursement du crédit. La FBPC ne fournit pas de détails sur ces coûts élevés. Elle mentionne

seulement que, pour le second palier, les frais incluent « un voyage d'affaires et la signature de contrats commerciaux au Nigeria, au Gabon, en Guinée équatoriale, au Congo, etc. ». Samuel Tony ObamBikoué, président de la FBPC, affirme malgré tout, que cette convention de partenariat va accélérer les objectifs de financement et de production industrielle de la banane-plantain, avec pour ambition de faire de ce fruit le premier produit d'exportation du Cameroun d'ici 2035. L'association envisage d'exporter vers des marchés africains tels que le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Kenya, ainsi que vers des destinations internationales comme la Turquie, les États-Unis et la Chine. Ces initiatives s'inscrivent dans une vision plus large de développement agricole au Cameroun. La production camerounaise actuelle de banane plantain est d'environ 5 495 534 tonnes, selon les données du Plan national d'investissement agricole couplé à la Stratégie de développement du secteur rural 2020-2030. Les objectifs sont de porter cette production à 7 500 000 tonnes en 2025 et à 10 000 000 tonnes en 2030. Les rendements sont aussi prévus pour augmenter à 14 tonnes par hectare en 2025 et 16 t/ha en 2030. Ces objectifs ambitieux du PNIA/SDSR agricole reflètent l'engagement du pays à renforcer son leadership dans ce secteur.

HYDROÉLECTRICITÉ

Le Cameroun accueille 420 Mégawatts d'électricité

La mise en service du barrage hydroélectrique de Nachtigal est l'une des plus importantes étapes de la stratégie de développement national à l'horizon 2030. Elle vise à faire passer d'ici 2030 la capacité installée du pays de 2000 à 5 000 MW. Vendredi, le ministre camerounais de l'Energie, Gaston Essomba (photo extrême droite), a officiellement lancé l'injection dans les réseaux de distribution électrique des 60 premiers mégawatts de la centrale hydroélectrique de Nachtigal. L'infrastructure dont la pleine capacité est de 420 MW devrait être pleinement active d'ici le mois de décembre prochain. Il est en effet prévu que chaque mois 60 MW supplémentaires soient ajoutés au Réseau Interconnecté Sud jusqu'à l'atteinte de la capacité prévue par le projet. Une fois cette étape atteinte, Nachtigal deviendra la centrale électrique la plus puissante du pays. Le Réseau Interconnecté Sud compte sept régions à savoir, le Centre, le Sud, le Littoral, l'Est, l'Ouest, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. « La finalisation et la mise en service commerciale de cette centrale en 2024 induira significativement une augmentation de l'offre en énergie électrique dans le système électrique national avec pour corollaire l'amélioration du service public de l'électricité », a déclaré le ministre, lors de son discours inaugural. L'ambition des autorités camerounaises est surtout de faciliter l'accès à l'énergie au secteur industriel, dont les besoins sont sans cesse croissants. Si l'atteinte de cette étape est importante dans les efforts visant à garantir l'accès à l'électricité pour tous, cette augmentation de la capacité installée ne règlera pas le défi des ruptures d'électricité dans le pays. En effet, les capacités de transport et de distribution existantes restent faibles. Une faiblesse qui se traduit notamment par la vétusté des infrastructures de distribution. Par ailleurs, la société chargée du transport de l'énergie électrique (SONATREL) a pris du retard dans les travaux de mise à disposition des capacités de transport et il n'est pas sûr que l'analyse de marché de consommation électrique est restée la même. Or, Gaston Essomba a relevé que la consommation effective de l'électricité de Nachtigal est tributaire de l'augmentation des capacités du réseau et des capacités de transformation des postes, ce qui aboutira à l'amélioration de la qualité de la fourniture en énergie électrique auprès des industries et des ménages. Les défis liés au transport de l'électricité sont tels que le Plan directeur d'électrification rurale (PDER) prévoit que si des investissements conséquents ne sont pas réalisés au cours des prochaines années, l'accès à l'électricité restera faible dans le pays, malgré les développements infrastructurels en cours dans le secteur de l'énergie. D'autres contraintes existent également au niveau du remplacement des unités de comptage dans l'optique de réduire la fraude et d'accroître les recouvrements auprès des clients.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Un marché est en parfaite harmonie ?

Les indices boursiers sont revenus sur leurs records en fin de semaine, guidés par l'espoir d'un assouplissement monétaire dans les semaines à venir. Des baisses de taux sont attendues en Europe dès le mois de juin. Aux Etats-Unis, les dernières statistiques dégradées sur le marché du travail et l'activité économique laissent penser que la Fed aura la marge de manœuvre nécessaire pour réduire ses taux en septembre. En parallèle, la Chine donne enfin quelques signes de redressement.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Clariane (+50%) : L'exploitant de maisons de retraite a rassuré le marché en communiquant de avancées sur son plan de cession et le renouvellement d'une ligne de crédit. La remontée du titre devrait de surcroît permettre une moindre dilution dans le cadre de l'augmentation de capital à venir, comme le souligne le bureau d'études AlphaValue.
Siemens Energy (+21%) : Le marché continue à revaloriser le groupe, en dépit des déboires de sa filiale énergies renouvelables. Les investisseurs pensent que la reprise en mains est efficace et permettra de solder, à terme, le gisement de pertes. En parallèle, le reste des activités se porte bien. Le management a même été en mesure de relever ses prévisions annuelles. Il y a quelques trimestres, Siemens avait plutôt l'habitude des averissements en série.
Infineon (+20%) : La société ajuste ses attentes pour 2024 à la baisse, mais les investisseurs restent optimistes grâce à l'obtention de nouveaux contrats avec trois leaders du secteur des centres de données, pour la fourniture de semi-conducteurs de puissance dédiés aux processeurs d'IA.
Applovin (+17%) : La jeune société technologique américaine a annoncé un bénéfice net pour le premier trimestre grâce à des revenus plus élevés, un revirement par rapport à la perte nette de l'année précédente.
Constellation Energy (+16%) : Constellation Energy, géant dans la production d'électricité propre, a dépassé les prévisions de bénéfices des analystes pour le premier trimestre. Cette hausse est principalement due à une augmentation de la production d'énergie nucléaire et aux crédits d'impôt offerts par l'Inflation Reduction Act. Le CEO a annoncé la possibilité d'augmenter la capacité de production de l'entreprise de jusqu'à 1 000 mégawatts grâce à des améliorations sur ses centrales nucléaires.
Puma (+15%) : Les performances du premier trimestre 2024 étaient franchement médiocres, mais le groupe a expliqué que le reste de l'année sera bien moins difficile. C'est ce que le marché a retenu, avec les commentaires de la direction sur l'exposition qu'elle attend des grandes compétitions sportives estivales, au premier rang desquelles les Jeux Olympiques de Paris. Les objectifs annuels, mesurés, ont été confirmés.
Equinix (+11%) : Equinix, un des principaux leaders mondiaux dans le traitement de données, a vu ses actions grimper après avoir dévoilé un bénéfice opérationnel ajusté et des revenus pour le premier trimestre qui ont largement dépassé les prévisions de Wall Street. La société a toutefois ajusté à la baisse ses prévisions de chiffre d'affaires annuel, passant de 8,69 et 8,79 Mds\$, contre 8,79 à 8,89 Mds\$ prévus précédemment.

Flops
Ryanair (-5%) : Le transporteur irlandais à bas coûts dirigé par le bouillant Michael O'Leary a douché le secteur cette semaine. Le dirigeant a annoncé que les prix des billets d'avion allaient probablement augmenter moins que prévu cet été. Les tarifs risquent de rester stables ou de progresser jusqu'à 5%, mais pas plus. Jusqu'ici, les analystes pensaient que les problèmes capacitaires et la faiblesse des livraisons de monocouloirs à cause des problèmes de Boeing allaient entraîner les prix dans une ascension plus marquée.
Walt Disney(-8%) : Mickey Mouse a surpris les investisseurs avec un bénéfice trimestriel

inattendu pour Disney+, sa division streaming. Cependant, un recul des activités télévisuelles et cinématographiques et des prévisions prudentes pour le troisième trimestre ont pesé sur le cours de l'action.
Airbnb (-8%) : Bien que la société ait rapporté des résultats supérieurs aux attentes pour le premier trimestre, grâce à une demande de voyages particulièrement forte durant la période de Pâques. La plateforme de location d'hébergement a donné des prévisions médiocres pour l'été à venir.
Getinge(-10%) : La Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a conseillé aux établissements de soins de santé de ne plus utiliser les dispositifs cardiaques fabriqués par Getinge. Cette recommandation résulte de préoccupations sur la sécurité et la qualité des dispositifs, non résolues par l'entreprise à ce jour. La FDA a précisé que, malgré les options de traitement limitées, elle recommande le remplacement du dispositif lorsque cela est possible.
Shopify (-13%) : La plateforme de commerce en ligne a vu ses actions chuter malgré des résultats supérieurs aux attentes pour le premier trimestre. Les investisseurs ont été déçus par l'annonce d'un ralentissement prévu de la croissance des ventes et d'une détérioration des marges au deuxième trimestre.
Palantir (-13%) : Palantir a revu à la hausse ses prévisions de chiffre d'affaires et de bénéfice pour l'année, grâce à une forte demande pour ses services d'intelligence artificielle. Cependant, ces chiffres n'ont pas atteint les attentes des analystes.
Sinch (-15%) : le fournisseur suédois de solutions d'informatique en nuage a publié des revenus et des résultats en baisse au premier trimestre 2024. La perte nette s'est creusée, même si cela s'explique avant tout par des raisons saisonnières. Le marché doute que les objectifs de croissance soient atteignables.
Roblox (-18%) : La populaire plateforme de jeux en ligne a vu son action décliner après avoir revu à la baisse ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'année 2024.

Matières premières
Energie : Les prix pétroliers renouent avec la hausse cette semaine, une progression qui se fait néanmoins aux forceps. Le cours du Brent est même ponctuellement tombé jusqu'à 81,70 USD, un mouvement de prix causé par les déclarations du vice-Premier ministre russe Alexander Novak, qui a laissé entendre que l'OPEP+ pourrait augmenter sa production. Cette affirmation, rapidement démentie, est surprenante puisqu'il est fort à parier que l'organisation élargie devrait maintenir ses quotas de production, qui, rappelons-le, représente 2,2 millions de barils par jour, compte tenu de la faiblesse des cours du pétrole. Dans le reste de l'actualité, les stocks américains ont une nouvelle fois baissé cette semaine et le Département américain de l'énergie estime toujours que les Etats-Unis produiront 13,2 millions de barils par jour cette année. Au niveau des prix, le Brent s'échange en petite hausse autour de 84 USD pendant que le WTI se négocie autour de 79,51 USD.

Métaux
La tonne de cuivre progresse à Londres. La Chine constitue un soutien de taille puisque le géant asiatique a publié de solides données commerciales en avril. Le cuivre (prix spot) se négocie ainsi à 9900 USD au London Metal Exchange. Dans le registre des métaux précieux, l'once d'or reprend le chemin de la hausse à 2360 USD.

Produits agricoles : Il faut avoir le cœur bien accroché puis suivre les cours du cacao, qui font les montagnes russes. Les prix, qui ont abandonné plus de 30% en seulement deux semaines, reprennent environ 10% en cinq jours. Pourtant, sur le front des fondamentaux, rien n'a vraiment changé : les perspectives sont moroses du côté de l'offre mondiale, ce qui impliquera un important déficit cette année. A Chicago, le blé gagne du terrain à 640 cents le boisseau, tandis que le maïs fait du surplace à 460 cents.

Macroéconomie
Ambiance : Europa First. Une fois n'est pas coutume, c'est la Banque d'Angleterre qui a tenu le haut du pavé cette semaine, en ouvrant la voie à une politique monétaire plus souple. La réunion de mai aboutit à un statu quo sur les taux, mais le ton est moins austère qu'avant. Le reste de l'Europe s'est empressé d'y voir un signal positif pour une première baisse de taux de la BCE en juin. Si les bookmakers ont raison, la BOE et la BCE se lanceront dans une politique d'assouplissement avant la Fed, toujours un peu empêtrée dans une inflation qui fait de la résistance. Il y a quelques semaines, les investisseurs pensaient que la banque centrale américaine dégainerait la première. Ce qui n'empêche pas le marché d'être moins pessimiste sur la marge de manœuvre de la Fed qu'il ne l'était en avril. La série de mauvais indicateurs parus récemment aux Etats-Unis a remis au goût du jour une baisse de taux en septembre. Pas si tard, au final. Cette situation a fait reculer le dollar à 1,078 face à l'euro. L'once d'or en a profité pour se réveiller (2372 USD). La rémunération de la dette américaine à 10 ans a baissé à 4,45%, tandis que le 2 ans s'écarte du cap des 5%. En Europe, le Bund est à 2,46% en fin de semaine et l'OAT à 2,94%.

Crypto
Le bitcoin peine à retrouver le chemin haussier depuis plus d'un mois. Avril a été particulièrement douloureux avec une baisse de 15% de sa valorisation. Une contre performance à nuancer avec les sept mois consécu-

tifs de hausse entre septembre 2023 et mars 2024, où l'on a vu la devise numérique s'envoler de 25 000 à 71 000 dollars, soit une progression de plus de 170%. Un mouvement qui avait été principalement porté par la commercialisation des ETF Bitcoin Spot en début d'année de l'autre côté de l'Atlantique. Mais l'enthousiasme semble s'estomper. Désormais, le BTC se négocie autour des 63 000 dollars, soit environ 10 000 dollars en dessous de son sommet historique atteint en mars dernier. De son côté, l'ether (ETH) reste à l'équilibre autour des 3000 dollars cette semaine. D'ailleurs, la seconde cryptomonnaie du marché en termes de valorisation n'a toujours pas rejoint ses précédents sommets historiques datant de fin 2021, autour des 4 800 dollars. Semaine positive pour Solana (SOL) qui progresse de plus de 20%, autour des 154 dollars, notamment grâce à un afflux croissant d'utilisateurs sur les applications du réseau, ce qui se répercute directement sur la devise numérique.

Un marché est en parfaite harmonie ?
La partition économique de la semaine prochaine promet un crescendo notable après le calme des jours précédents. Un premier coup de cymbales résonnera mardi avec l'indice des prix à la production d'avril aux Etats-Unis, avant le solo attendu de Jerome Powell, le chef d'orchestre de la Fed. Mercredi, retour des cymbales avec les prix à la consommation américains d'avril. Ce triptyque pourrait réajuster les accords sur les anticipations des taux américains. En Europe, les économistes n'attendent pas de note dissonante de la seconde lecture de l'inflation d'avril et du PIB du premier trimestre 2024. La petite musique de la baisse des taux de la BCE au début du mois de juin ne devrait pas en souffrir.
Dans le grand auditorium des résultats, les ténors technologiques chinois Tencent, Alibaba et JD.com partageront la scène avec le duo du commerce de détail américain (Home Depot, Walmart) et quelques virtuoses internationaux (Allianz, Sony, Siemens AG, Richemont). Excellent weekend à toutes et à tous.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Mai 2024 Valeur : 13 Mai 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5532	134.5682
1	EUR	EURO	144.4159	144.4455
1	GBP	POUND STERLING	167.8349	167.8745
100	JPY	JAPANESE YEN	86.3240	86.3502
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6210	18.6233
1	CHF	SWISS FRANC	147.9908	148.0887
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.9495	97.9889
1	DKK	DANISH KRONE	19.3627	19.3662
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3095	12.3143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3242	12.3281
1	AED	UAE DIRHAM	36.6291	36.6431
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8732	35.8820
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.1449	437.6202
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.6666	43.0954
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4183	13.4198
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4879	27.6287
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5427	3.5431
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5765	177.5765

TURQUIE

La Banque centrale prévoit un pic de l'inflation en mai

Le gouverneur de la Banque centrale de Turquie Fatih Karahan a estimé jeudi que l'inflation commencera à baisser en juin, et revu légèrement en hausse sa prévision pour la fin de l'année, à 38%. La hausse des prix à la consommation s'est accélérée en avril, pour atteindre 69,8% sur un an.

«**D**urant le processus de dés-inflation que nous connaissons à partir de juin, nous continuerons à faire tout ce qui est nécessaire pour réduire l'inflation conformément aux objectifs intermédiaires que nous nous sommes fixés» a indiqué M. Karahan en présentant son deuxième rapport trimestriel. «Même si la tendance sous-jacente de l'inflation a diminué, elle est restée supérieure à la trajectoire que nous avions prédite dans le premier rapport sur l'inflation de l'année», en février dernier, a reconnu le gouverneur qui laisse présager une nouvelle hausse en mai. Par conséquent, «nous avons actualisé les prévisions d'inflation pour la fin de l'année 2024 à 38 %» contre 36 % précédemment. La hausse vertigineuse des prix à la

consommation et l'affaissement de la livre turque face à dollar et à l'euro sont jugés responsables du sévère revers électoral infligé au président Recep-Tayyip Erdogan et à son parti, l'AKP, lors des municipales du 31 mars. «Nous avons maintenu nos prévisions pour 2025 et 2026 à respectivement 14 % et 9 %. À moyen terme, nous visons une stabilisation de l'inflation à 5%», a poursuivi le gouverneur. Le rapport souligne des augmentations de prix particulièrement élevées dans le secteur des services en avril sur l'année, dont 124,5% pour les loyers; 100,8% pour les services de transports et 95,8% dans l'hôtellerie et la restauration ou encore 103,9 % dans l'éducation privée. La banque centrale entend par conséquent poursuivre sa politique de resserrement monétaire entamée en juin



2023, après la réélection de M.Erdogan, poussant son principal taux directeur de 8,5% à 50% le mois dernier. «Nous sommes déterminés à maintenir notre politique monétaire restrictive jusqu'à ce que l'inflation retombe à des niveaux conformes à nos objectifs» a prévenu M. Karahan. M. Erdogan? au pouvoir depuis 2003, comme Premier ministre puis comme président, s'est longtemps montré hostile aux taux d'intérêt élevés qu'il juge contraires à l'islam. Mais l'envolée des prix à la consommation, jusqu'à 85,5% officiellement fin 2022, l'a contraint à accepter le retour à une politique monétaire plus orthodoxe. A Londres, l'analyste britannique Timothy Ash, spécialiste des marchés émergents et de la Turquie, a salué un rapport «réaliste, crédible et combatif».

ETATS UNIS

Les USA vont multiplier par quatre les taxes sur les véhicules électriques chinois

Une hausse significative des droits de douane sur les véhicules électriques chinois et les batteries notamment a été décidée par les Etats-Unis. La date d'effet n'est pas précisée. Les Etats-Unis prévoient d'augmenter les droits de douane sur les produits chinois liés à l'énergie propre et les taxes sur les véhicules électriques devraient être multipliées par quatre, selon un article du Wall Street Journal (WSJ) publié vendredi. Cette décision interviendrait à la fin d'une réévaluation longtemps attendue

des droits de douane imposés lors de la guerre commerciale entre Washington et Pékin. Le président de l'époque, Donald Trump, avait imposé des droits de douane sur quelque 300 milliards de dollars de marchandises en provenance de Chine, et le gouvernement de Joe Biden avait entrepris un réexamen de ces mesures. La décision, attendue mardi selon les médias, arriverait également au moment où le président américain se prépare à affronter à nouveau son adversaire républicain lors de l'élection présidentielle de novembre.

Les minéraux critiques, les produits liés à l'énergie solaire et les batteries concernés Selon le WSJ, l'augmentation des droits de douane devrait notamment avoir un impact sur les minéraux essentiels, les produits liés à l'énergie solaire et les batteries en provenance de Chine. Le taux des droits de douane sur les véhicules électriques devrait également passer de 25% à environ 100%, précise le quotidien économique. Il est peu probable que cela porte un coup immédiat aux

constructeurs automobiles chinois, qui ne sont pas très présents aux Etats-Unis. Mais les autorités semblent vouloir se prémunir contre des importations chinoises. La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a récemment mis en garde contre la surcapacité de la Chine, qui risque de provoquer un afflux de produits à bas prix sur le marché mondial, ce qui pourrait avoir un impact sur les industries américaines en plein essor. Les mesures tarifaires s'inscriraient également dans le prolon-

gement d'initiatives antérieures, telles que la récente enquête sur les risques pour la sécurité nationale posés par les technologies chinoises dans le domaine de l'automobile. Washington a également lancé une enquête sur les pratiques commerciales de la Chine dans le secteur de la construction navale, ce qui a suscité une réaction furieuse de Pékin. Le mois dernier, Joe Biden a appelé à tripler les droits de douane sur l'acier et l'aluminium chinois, tout en niant l'existence d'une guerre commerciale avec la Chine.

Les salariés syndiqués d'un applestore votent à 98% pour une grève

Les employés syndiqués du magasin Apple de Towson, dans le Maryland, ont voté samedi en faveur d'une possible grève, qui serait la première dans une enseigne du groupe technologique aux Etats-Unis. "Le vote montre les frustrations des salariés concernant les problèmes non résolus sur le lieu de travail. La date d'un éventuel arrêt de travail sera déterminée par IAM CORE (la branche locale du syndicat, ndlr)", a déclaré le syndicat IAM dans un communiqué. Les salariés de cet Apple Store, basé à Towson, une ville en banlieue de Baltimore dans le Maryland, avaient déjà réalisé une première historique en juin 2022, en votant pour se doter d'un syndicat, ce qui n'était jamais arrivé

dans un magasin américain du fabricant de l'iPhone. Ils ont depuis rejoint les rangs de IAM (qui représente principalement des techniciens), et leur branche négocie un nouveau contrat professionnel avec Apple. Le vote de samedi "fait suite à plus d'un an de négociations avec la direction d'Apple qui n'ont pas abouti à des solutions satisfaisantes sur des questions essentielles pour (nos) membres", avait expliqué le syndicat dans un communiqué mercredi. Les discussions ont notamment échoué sur "l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les horaires imprévisibles qui perturbent la vie personnelle et les salaires qui ne reflètent pas le coût de la vie dans la région", d'après IAM.

98% sont pour un arrêt de travail

Le magasin de Towson compte une centaine d'employés. Quelque 98% de ceux qui ont voté se sont prononcés pour un arrêt de travail, d'après un délégué syndical. "Le vote d'aujourd'hui (...) envoie un message clair à Apple", ont dit des membres d'IAM CORE, cités dans le communiqué samedi. La grève pourrait avoir lieu avant la prochaine réunion de négociations, prévue le 21 mai. Apple cultive soigneusement une image policée, incarnée physiquement par ses magasins luxueux. Un piquet de grève devant l'un d'entre eux nuirait

à son image de marque, et serait une grande première aux Etats-Unis. L'entreprise n'a pas immédiatement répondu à une sollicitation de l'AFP samedi.

Amazon et Starbuck

La vague syndicale américaine née dans quelques entrepôts d'Amazon pendant la pandémie de Covid-19 s'est propagée à d'autres groupes, notamment Starbucks et d'autres chaînes, mais aussi un peu à Apple. Les employés d'un autre magasin de l'entreprise californienne, dans le New Jersey, ont eux voté contre la syndicalisation samedi, d'après Bloomberg.

FORD

5 bides qui ont marqué l'histoire de la firme à l'ovale bleu

EcoSport, StreetKa, Focus CC, B-Max et Scorpio de seconde génération, autant d'échecs commerciaux en Europe pour la marque Américaine.

Crée en 1903, la marque automobile Américaine Ford a su diversifier sa production à l'échelle mondiale et donner les coudées franches à sa filiale européenne basée en Allemagne. Mais il n'y a pas eu que des succès story à l'image de la Fiesta. Retour sur 5 échecs commerciaux.

StreetKa (2003-2005)

Les concepts cars sur base de Ford Ka n'ont pas manqué à commencer par le Show Car Saetta dessiné par Ghia. En 2003, la gamme de la citadine rivale de la Renault Twingo se diversifie avec une version plus tonique caractérisée par un kit carrosserie spécifique dénommée Ford SportKa. Puis au Mondial de l'Auto, à l'automne, elle enlève le haut et devient Street Ka, c'est d'ailleurs la chanteuse australienne Kylie Minogue qui lui sert d'ambassadrice. Dessinée et conçue en Italie par Pininfarina, la Ford StreetKa est animée par un moteur essence 1.6i à 8 soupapes fort de 95 ch. Produite dans la banlieue de Turin entre 2003 et 2005, alors que la Ford Ka date déjà de 1996, la StreetKa n'a séduit que 37 076 clients.

EcoSport 2 (2012-2022)

En 2012, pour prendre la relève de la première mouture née en 2003, Ford poursuit dans la voie d'un véhicule conçu par sa filiale brésilienne, mais avec l'envie d'en faire un véhicule mondial. Sur le papier l'idée est bonne, mais dans la pratique, cet engin conçu prioritairement pour les marchés émergents ne sera jamais à la hauteur des Renault Captur et Peugeot 2008 qui lui voleront rapidement la vedette dès leur arrivée en 2013. C'est pourtant un succès en Inde comme en Thaïlande mais sur le vieux continent, la mayonnaise ne prend pas en témoigne les 11 000 ventes en 2014 quand les marques de la concurrence tricolores citées plus haut écoulent chacune plus de 100 000 unités. C'est pourquoi, en 2016, le restylage se charge de le débarrasser de sa roue de secours apposé sur le volet de coffre. Un élément l'associant trop aux rustiques baroudeurs d'antan, ce qui est incompatible avec la philosophie des modernes petits SUV urbains. Mais il est déjà trop tard pour rectifier le tir.

Focus CC (2006-2010)

La seconde génération de la berline compacte Ford Focus voit le jour en 2004 avec pour clou du spectacle la présentation lors du Mondial de l'Auto à Paris du showcar Vignale dessiné par le centre de style Ford de Dunton en Angleterre mais dont le mécanisme du toit rigide escamotable fut confié à Pininfarina. Guère élégante en raison d'une poupe imposante, et surtout souffrant de problème d'étanchéité l'auto n'est pas en mesure de lutter avec les Peugeot 307 CC, Renault Megane CC, Opel Astra CC et Volkswagen EOS.

Ford B-Max (2012-2017)

Pour remplacer, la Ford Fusion, la marque à l'ovale bleu propose en 2012, un petit monospace urbain qui trouve place naturellement sous le C-Max. Sa particularité est de proposer des portes arrière coulissantes et surtout une structure de caisse sans pied milieu. Une aubaine pour l'accessibilité et l'installation à bord des enfants. Mais la médaille à son revers, l'étroitesse de la banquette limite de facto l'usage et la polyvalence tandis que les renforts nécessaires à la rigidité de la coque alourdissent sensiblement le véhicule et augmentent la consommation de carburant. Un peu plus de 271 800 unités écoulées avec au mieux un pic de 68 557 ventes en 2013, qui fut la première année pleine de production. A titre de comparaison, la Renault Modus qui fut au catalogue entre 2004 et 2012 trouva preneur auprès de 665 339 clients.

Ford Scorpio Mk2 (1994-1998)

La première mouture de la Ford Scorpio fit une carrière standard de 9 ans entre 1985 et 1994. Sa remplaçante n'eut pas l'occasion d'être proposée aussi longtemps au catalogue. En effet, elle ne fut en concession que de 1994 à 1998. Son style étonnant ne l'a pas aidée à durer dans le temps. Nez de grenouille ou sourire béat, en tout cas, les critiques ne manquèrent pas et que dire de la poupe de la berline avec un bandeau lumineux, certes à la mode aujourd'hui, mais dans le cas de la Scorpio, il était placé beaucoup trop bas. Chantre du biodesign, les équipes menées à l'époque par Patrick le Quément s'en sont donné à cœur joie.



ATTAQUE DE LA TECHNOLOGIE GHOSTSTRIPE

Les véhicules Tesla et Apollo Baidu empêchés de lire les panneaux de signalisation

Des experts ont prouvé que les capteurs de caméras CMOS pouvaient être manipulés pour empêcher les logiciels d'aide à la conduite des véhicules Tesla et Apollo de Baidu de lire les panneaux de signalisation. Cette expérience représente un danger mortel pour les automobilistes si elle devait tomber entre les mains de hackers.

Décidément, la sécurité des conducteurs de véhicules avec assistance de conduite embarquée n'est pas encore garantie. L'Autopilot de Tesla, qui a récemment été épinglé par la justice américaine pour de possibles tromperies envers ses clients, est à nouveau mis en cause. Cette fois, comme l'expliquent nos confrères du site The Register, ce ne sont pas les logiciels d'aide à la conduite qui sont directement touchés, ce sont des capteurs des caméras CMOS, embarquées à bord des véhicules Tesla, mais également des taxis autonomes Apollo Baidu. Il s'agit plus précisément de la technologie GhostStripe, qui permet la détection des panneaux de signalisation.

Comment fonctionne GhostStripe pour lire les panneaux de signalisation

La technologie GhostStripe utilise des marquages virtuels invisibles pour les humains, conçus pour être détectés par les caméras des véhicules autonomes. Les GhostStripes (« bandes fantômes ») sont généralement faits pour être visibles dans des longueurs d'onde spécifiques, telles que l'infrarouge. Les caméras des véhicules autonomes peuvent être équipées de filtres pour détecter ces longueurs d'onde spécifiques. Lorsque la caméra capture une scène, l'algorithme de traitement d'image recherche les GhostStripes. Si un panneau de signalisation est équipé de ces marquages, il devient plus facile à détecter et à identifier, même en cas de faible luminosité, de brouillard ou de pluie. Lorsque le système fonctionne, il joue



son rôle d'assistant de conduite. Les capteurs des caméras CMOS à bord des Tesla ou des Apollo Baidu bénéficient de cette technologie qui peut être très utile lorsque le conducteur effectue de longs trajets propices à la fatigue oculaire et à la déconcentration, ou s'il conduit sous des intempéries ou de nuit.

Des LED pour brouiller le système de détection de GhostStripe

De simples LED ont suffi à des experts de différentes universités de Singapour pour prouver qu'il était possible de réduire la technologie GhostStripe à néant. Ces LED émettent rapidement des couleurs différentes sur le panneau de signalisation pendant que la ligne de capture active se déplace sur le capteur CMOS de la caméra.

De fait, la caméra capture une image avec des lignes qui ne correspondent pas exactement les unes aux autres. Cette image est ensuite envoyée à un classificateur dans le logiciel de conduite autonome du véhicule. Le classificateur, qui s'appuie généralement sur des réseaux neuronaux profonds, ne reconnaît pas l'image comme un panneau de signalisation en raison des lignes déformées.

Mais ce qui fait froid dans le dos, c'est que les experts ne s'en sont pas tenus qu'à la théorie. Ils ont testé leur expérience sur route, avec deux versions de GhostStripe « attaquée ». La première, baptisée originalement GhostStripe1, contrôle le brouillage par LED interposées à distance. La seconde, bien nommée GhostStripe2, est embarquée et pontée sur l'alimentation de la caméra, technique que pourrait utiliser un hacker pour contrôler ensuite le véhicule. Les résultats sont effrayants et affichent entre 93 et 97 % de « réussite » de brouillage de GhostStripe. Ironie de l'histoire, les chercheurs attribuent l'absence d'attaque parfaite aux mauvaises conditions météo durant l'expérience de conduite réelle. « Cette dégradation se produit parce que la lumière d'attaque est submergée par la lumière ambiante », ont-ils justifié auprès de The Register, qui a contacté Baidu. Pour l'heure, l'entreprise n'a pas encore réagi sur cette expérience.



CHATGPT

Apple et OpenAI sur le point d'arriver à un accord pour l'intégration de l'IA dans iOS 18

Apple avance dans ses négociations avec les géants de l'IA, pour intégrer l'intelligence artificielle dans iOS 18. Et c'est du côté de ChatGPT que l'accord est le plus proche.

Ce n'est aujourd'hui plus un secret pour personne. Apple souhaite faire de la mise à jour de son système d'exploitation iOS 18 la porte d'entrée de l'intelligence artificielle dans l'iPhone. Et pour ce faire, la firme de Cupertino négocie à la fois avec OpenAI, et son grand concurrent, Google, pour potentiellement intégrer la technologie de ChatGPT ou de Gemini dans ses appareils. Et c'est l'entreprise présidée par Sam Altman qui tiendrait actuellement la corde !

Un chatbot bientôt disponible sur l'iPhone ?

Les choses avancent pour Apple avant la Worldwide Developers Conference (WWDC) qui aura lieu à la mi-juin, et durant laquelle le géant américain présentera iOS 18. En effet, son objectif d'intégrer des fonctions IA dans le système d'exploitation de l'iPhone commence à se concrétiser du côté d'OpenAI, si l'on en croit les informations de Mark Gurman.

« Les deux parties ont finalisé les termes d'un pacte visant à utiliser les fonctionnalités de ChatGPT dans iOS 18 d'Apple, le prochain système d'exploitation de l'iPhone » a ainsi indiqué le journaliste de Bloomberg. Ce qui donnerait notamment naissance à « un chatbot populaire dans le cadre d'une série de nouvelles fonctionnalités d'IA [qu'Apple] prévoit d'annoncer le mois prochain. »

Un accord qui pourrait ne pas tout de suite annoncé

Si la nouvelle a de quoi exciter tous les amoureux de la pomme croquée, Mark Gurman explique par contre qu'il n'y a à l'heure actuelle aucune garantie que cet accord « soit prochainement annoncé. » Aucun détail n'a été donné sur la signification d'une telle précision. À noter que dans le même rapport, le journaliste américain explique que même si les discussions sont au stade très avancé avec OpenAI, Apple continue sur le côté à négocier avec Google pour Gemini. « Ces discussions n'ont pas abouti à un accord, mais elles se poursuivent » apprend-on.

Mots fléchés

L'une des quatre humeurs Ils mettent à mort le taureau		Liquide vital Grosse maladresse devant le but		Placés à un endroit stratégique Aéronefs sans pilote		Traverse Penguin		L'une des quatre humeurs (trois mots)		Sa capitale est Mascate Capitale de la Lettonie		Risquée Véla en latin	
								Engins de guerre					
Préfecture de l'Indre-et-Loire Il peut venir du cœur						Qui se rapporte aux lèvres Exaampère							
			Enlevée Pays d'Asie					Ardente Crédibles					
Subdivision d'un article Les espagnols et les portugais réunis							Coups portés sur un tambour			Grande école		Erode	
						Partie tendre L'une des quatre humeurs				Pourfendre		Protège le tibia	
Celui des siciliens est connu au cinéma		Champion Proche de l'ADN			Plante purgative		Arbustes à fleurs jaunes						
				Arme rudimentaire Genre de méduse									
Fin d'infinif			Pied de vigne Bonnes à résoudre pour Hercule Poirot			Compagnon de l'apôtre Paul				Film de Spielberg		Déployée	
Île de France	Vieux non Groupes de joueurs					Sans classement précis							
		Véto russe Le plus ancien continent				Enchâsse Esquivée							
C'était un ouvrage encyclopédique Laxatives					Fin de participe Teraseconde		Perdaient	Strontium		Commence le dimanche Utilisé fréquemment			
									Télévisions européennes Contre le passage du courant électrique				
Surveiller de près		Matous Conseillait mal									Comprimées		
					Lettre grecque Lien pour serrer			Paysage pittoresque					
Anneaux de cordage Baie jaune						Chicana pour un rien Pan de tissu						Le plancher des vaches	
			Lieu du premier miracle de Jésus	Hasard de la vie Beau château normand				Poids à jeter Lever le cul					
L'une des quatre humeurs (deux mots)	Ennemi de la raie	Femelle du canard Poisson				Armée irlandaise				Sélénium			
						Il exploite un moulin Escadron de protection de l'Allemagne nazie							
Ils sont représentatifs des consommateurs Bandits sur la mer							Précis			Erbium			
							Natte						

SAID AYACHI

«La double victoire de la diplomatie algérienne en appelle à d’autres»

Le Dr Said Ayachi, militant algérien des droits de l’Homme, a exprimé, ce dimanche, sa satisfaction quant à la double victoire diplomatique algérienne enregistrée, à l’ONU, dans le cadre de ses missions à défendre les causes justes pour la liberté des peuples, particulièrement celles des peuples de Palestine et du Sahara Occidental. Et de s’attendre à ce que cette victoire en appelle à d’autres. Lors de son passage à l’émission « L’invité de la rédaction » de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, Said Ayachi a appuyé qu’« indéniablement, cela fait plaisir d’ajouter ce trophée au prestigieux palmarès de la diplomatie algérienne forte, avant même l’indépendance, de ses invariants, ses fondamentaux et présentement porteuse des espoirs du Sud Global dont elle n’a pas failli de défendre les causes justes, avec persévérance et ténacité ».

Les Enjeux

Quotidien national de l’économie

Eco

Lundi 13 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PROMENADE DES SABLETTES À ALGER

Cinq enfants morts par noyade

Cinq (05) enfants sont morts par noyade, samedi soir, au niveau de la plage de la Promenade des Sablettes à Alger, alors que deux autres sont en réanimation au CHU "Mustapha Pacha", a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la Protection civile. Le sous-directeur de l’information et des statistiques à la Direction générale de la protection civile, Nassim Bernaoui, a déclaré à l’APS que "les services de la Protection civile ont reçu, samedi à 19h30, un appel pour le sauvetage de 6 enfants noyés au niveau de la plage de la Promenade des Sablettes à Alger. Les victimes ont été évacuées à l’hôpital +Mustapha Pacha+ ". "Quatre enfants âgés entre 9 et 12 ans, qui étaient dans un état critique, sont décédés à l’hôpital, deux autres ont été placés en soins intensifs", a expliqué M. Bernaoui, précisant que le corps d’une cinquième victime a été repêché par la suite, portant le nombre de morts à cinq. Selon le même responsable, il s’agit d’enfants de la commune de Ain Boussif dans la wilaya de Médéa qui étaient en excursion à la Promenade des Sablettes. « Plus tôt dans la même journée, un autre incident isolé, s’est produit vers 16h30, où un autre enfant a été secouru et sauvé de la noyade sur la même plage. Il se trouve actuellement à l’hôpital +Mustapha Pacha+, a-t-il poursuivi. La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la Femme, Kaouter Krikou, s’est rendue, ce dimanche, à l’hôpital "Mustapha Pacha", où elle s’est enquis de l’état de santé des enfants, selon un communiqué du ministère. Mme Krikou a rencontré les mères des victimes présentes aux côtés de leurs enfants, leur souhaitant un prompt rétablissement et un retour chez eux le plus tôt possible", a ajouté la même source. De son côté, "le professeur assurant le suivi des victimes a affirmé que leur état de santé s’améliore progressivement et qu’ils répondent bien aux traitements, précisant qu’ils pourront quitter l’hôpital dans un bref délai", ajoute le communiqué.

GOUDJIL REÇOIT L’AMBASSADEUR ITALIEN À ALGER

Echange de vues sur la situation régionale et internationale

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a reçu, ce dimanche, l’ambassadeur de la République italienne à Alger, Alberto Cutillo qui lui a rendu une visite de courtoisie, indique un communiqué du Conseil. La rencontre a permis aux deux parties « d’échanger les vues sur la situation régionale et internationale actuelle et passer en revue l’état des relations solides liant l’Algérie et l’Italie à la lumière de la coopération dans divers domaines et du partenariat encadré par des conventions prometteuses, sous l’égide des deux présidents de la République, MM. Abdelmadjid Tebboune et Sergio Mattarella », précise la même source. A cette occasion, M. Goudjil a salué « la dynamique positive des relations entre l’Algérie et l’Italie », qualifiées par le président de la République de « fortes relations arabo-européennes dans le bassin de la Méditerranée, en ce qu’elles constituent un modèle à suivre en matière de relations internationales basées sur le respect, l’entente, la continuité et la vraie amitié ». Le président du Conseil de la nation a exprimé « sa fierté du partenariat stratégique de qualité entre les deux pays liés par un patrimoine culturel méditerranéen commun », appelant à « promouvoir la coopération économique dans le domaine des petites et moyennes entreprises et à explorer les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) en vue d’élargir les échanges commerciaux », note le communiqué.

Une conjoncture propice à la coopération et au partenariat économique fructueux

Dans le même contexte, le président du Conseil de la nation a rappelé la contribution des médias italiens dans la diffusion de la vérité sur la guerre de libération triomphante devant l’opinion mondiale durant les manifestations du 11 décembre 1960. Il a, également, mis en avant « la poursuite de cette relation au même rythme, de l’Algérie novembriste à l’Algérie nouvelle dont les piliers sont dressés par le



Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune », ajoute la même source. L’ambassadeur italien a, pour sa part, exprimé sa « joie » pour sa nomination en Algérie qu’« il apprécie grandement, représentant une image sincère de sa place sacrée chez les italiens, et son importance en tant que partenaire clé de l’Italie ». Il a, en outre, exprimé « sa fierté d’être dans un grand pays avec son histoire et ses positions internationales nobles », précisant que « l’avenir des relations algéro-italiennes connaît une conjoncture propice à la coopération et au partenariat économique fructueux, notamment dans le cadre du « Plan Mattei » visant à promouvoir les relations de coopération avec les pays africains ». M. Cutillo a mis en exergue les positions de son pays concernant plusieurs questions régionales et internationales, notamment la situation en Libye et dans les pays du Sahel, affirmant que la République italienne « soutient les solutions négociées et pacifiques des conflits dans le cadre de la légalité internationale ».

Intensifier les efforts dans l’espace méditerranéen pour faire cesser le génocide en Palestine

Dans ce contexte, les deux parties ont abordé l’actualité internationale actuelle dominée par le caractère sanguinaire de

l’occupation israélienne à Ghaza et dans les territoires palestiniens occupés ». Ainsi, le président du Conseil de la nation a réaffirmé la position de l’Algérie « de soutien au droit du peuple palestinien à établir son Etat indépendant, avec Al Qods comme capitale ». M. Goudjil a, dans ce sens, souligné « la nécessité d’intensifier les efforts, notamment dans l’espace méditerranéen, en vue de faire cesser le génocide en Palestine et réviser les mécanismes d’action des lois internationales, et ce à travers l’appui aux démarches de la diplomatie algérienne au Conseil de sécurité, laquelle œuvre, sur instruction du président de la République, à rectifier la déviation survenue au niveau du système international et qui empêche les deux peuples palestinien et sahraoui d’accéder à leur droit à l’autodétermination, à l’indépendance et à l’autodétermination ». Les deux parties ont été unanimes à souligner « l’importance et la nécessité d’œuvrer à hisser les relations entre l’Algérie et l’Italie à des niveaux supérieurs, notamment dans l’aspect parlementaire, à travers l’échange de visites et d’expertises entre les représentants des deux peuples dans les groupes d’amitié, la signature d’accords de coopération et d’entente et le renforcement de la diplomatie officielle par une diplomatie parlementaire active entre le Conseil de la nation et le sénat italien », conclut la même source.

ENTREPRISE

LG annonce ses résultats financiers du premier trimestre 2024

LG Electronics Inc. (LG) a annoncé un chiffre d’affaires consolidé de 21 090 milliards de KRW pour le premier trimestre 2024 et un bénéfice d’exploitation de 1 330 milliards de KRW. Le secteur de l’électroménager de l’entreprise a fait preuve de leadership mondial, en réalisant un chiffre d’affaires record et des marges bénéficiaires d’exploitation à deux chiffres. Le secteur des composants pour véhicules électriques, un moteur clé de la croissance future, a poursuivi son expansion régulière. Les secteurs de la télévision et des solutions commerciales

ont connu une croissance de leurs ventes d’une année sur l’autre et ont généré des bénéfices par rapport au trimestre précédent. Malgré des conditions macroéconomiques difficiles telles que des prix élevés des matières premières, des taux de change volatils, une hausse des taux d’intérêt et une reprise tardive de la demande, LG a réalisé son chiffre d’affaires total le plus élevé jamais enregistré pour un premier trimestre. Cette étape souligne l’efficacité de la mise en œuvre de modèles commerciaux durables tels que les services d’abonnement

et l’exploitation des opportunités de croissance dans le secteur B2B prometteur. L’accent mis par LG sur des fonctionnalités différenciatrices telles que l’IA, l’efficacité énergétique et la conception centrée sur le client a renforcé sa compétitivité sur le marché haut de gamme. De plus, l’approche stratégique consistant à proposer des gammes de produits diversifiées et des structures de prix flexibles a permis à l’entreprise de s’adapter avec succès aux tendances polarisées de la demande. Le bénéfice d’exploitation a dépassé les

1 000 milliards de KRW pour la cinquième année consécutive, démontrant la solide performance de LG face à une concurrence croissante sur le marché. L’accent mis par l’entreprise sur les activités de contenu/service et les ventes directes aux consommateurs via la boutique en ligne de marque (OBS) a alimenté une croissance qualitative. Les efforts visant à stabiliser les coûts des matières premières et de la logistique, associés à la flexibilité des sites de production, ont encore renforcé la rentabilité.

R E.